Nations Unies

S/PV.7817



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7817e séance

Lundi 21 novembre 2016, à 10 heures

New York

Président :	M. Seck	(Sénégal)
Membres :	Angola	M. Gimolieca
	Chine	M. Shen Bo
	Égypte	M. Aboulatta
	Espagne	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique	Mme Power
	Fédération de Russie	M. Safronkov
	France	M. Delattre
	Japon	M. Bessho
	Malaisie	M. Ibrahim
	Nouvelle-Zélande	M. van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Suárez Moreno

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/962)

16-39410 (F)





La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/962)

Le Président : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et Mme Elizabeth Hoff, représentante de l'Organisation mondiale de la santé en Syrie.

Mme Hoff se joint à nous aujourd'hui par visioconférence depuis Damas.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2016/962, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions 2139 (2014), 2165 (2014), 2191 (2014) et 2258 (2015) du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Tandis que nous nous réunissons à nouveau ce mois-ci, les souffrances des civils à Alep et dans toute la Syrie se poursuivent avec la même virulence. L'horreur est désormais coutumière, un degré de violence et de destruction que le monde semble considérer comme normal pour la Syrie et son peuple. Mois après mois, j'ai signalé au Conseil que le niveau d'inhumanité infligé au peuple syrien ne pouvait pas être pire, mais le mois suivant, choqué et incrédule, je présentais de nouveaux rapports monstrueux de souffrances humaines pires encore.

En tant qu'être humain, je suis pratiquement à bout de forces, mais comme mes collègues, je suis ici pour faire preuve de professionnalisme et d'objectivité. J'espérais pouvoir dire aujourd'hui que j'avais tout dit le mois dernier et, honnêtement, c'est toujours aussi épouvantable. Restons-en là. Honte à nous tous de ne pas agir pour mettre fin à l'annihilation de l'est d'Alep, de ses habitants et d'une grande partie du reste de la Syrie également. Aucun des faits et informations que j'ai présentés le mois dernier (voir S/PV.7795) n'a changé, n'a été atténué, nié ou infirmé par qui que ce soit dans la salle ou ailleurs. Ma déclaration d'alors décrivait en détail la réalité objective de ce qui se passait à Alep. J'espérais que les activités de plaidoyer que d'autres et moi avons menées exigeaient que la raison et l'humanité l'emportent et que les informations présentées s'appuient sur des faits clairs et incontestables – même s'il n'est parfois pas agréable de les entendre ou qu'il s'agit même d'une vérité qui dérange – pourraient avoir des effets. Il y avait une faible lueur d'espoir. Une pause unilatérale russe et syrienne des bombardements aériens au-dessus de l'est d'Alep mise en place le 18 octobre, pour 72 heures au départ, a été maintenue au-delà du délai annoncé. Notre dernière réunion a eu lieu le 26 octobre (voir S/PV.7795), quand j'ai salué le maintien de la pause des frappes aériennes alors mise en place par la Fédération de Russie et le Gouvernement syrien, même si les membres se souviendront que ma satisfaction n'avait pas été entendue ce jour-là par tous au Conseil.

Chaque jour et même chaque semaine, la pause a été respectée au-dessus d'Alep. Cela n'a pas été le cas dans l'ouest d'Alep, des groupes armés non étatiques ayant tiré des centaines de mortiers vers des zones habitées par des civils dans la partie ouest de la ville. Si toutes les parties avaient eu le courage de mettre fin à toutes les attaques pour le contrôle d'Alep, l'exposé d'aujourd'hui aurait pu être différent. Mais je ne peux pas en rester là car – on a peine à le croire – c'est encore pire maintenant. Malheureusement, durant la semaine écoulée, nous avons vu un déchaînement d'agression militaire intense à Alep et dans la zone rurale qui l'entoure avec des conséquences vraiment dévastatrices pour les civils. La pause au-dessus de la partie est d'Alep a volé en éclats, ramenant une nouvelle fois la ville et ses habitants à la mort et à la destruction. Un rythme élevé de frappes aériennes et de bombardements dans des zones de la ville d'Alep contrôlées par des groupes armés non étatiques, qui seraient menés par les forces gouvernementales syriennes, a repris le 15 novembre. Pour être exact et exhaustif, je signale ici que la Fédération de Russie a affirmé à plusieurs reprises que sa force aérienne avait repris les frappes aériennes uniquement à Edleb et à Homs, et pas dans l'est d'Alep.

Depuis mardi dernier, le bombardement de l'est d'Alep n'a pas cessé. Ces derniers jours, des centaines

de civils auraient été tués, blessés ou autrement touchés par les attaques incessantes ciblant l'est d'Alep. Des familles entières auraient été ensevelies sous les décombres dans le quartier d'Al-Soukkari lorsque les premiers intervenants recherchaient des survivants. Des incendies allumés délibérément ou causés par des fuites de gaz dans les foyers ont fait rage dans des immeubles d'habitation après les attaques qui se sont étendues dans tout l'est d'Alep. Il y aurait eu des morts dans 10 quartiers au moins. Depuis hier, il n'y a pratiquement plus aucun hôpital opérationnel dans l'est d'Alep en mesure de soigner ceux qui ont échappé à la mort car tous les hôpitaux sont bombardés et sombrent dans l'oubli.

En parallèle, depuis le 1er novembre, plus de 350 mortiers et roquettes auraient été tirés de manière aveugle ver l'ouest d'Alep, tuant plus de 60 personnes, y compris des femmes et des enfants, et en blessant plus de 350 autres. Ce week-end, une attaque contre une école dans le quartier d'Al-Furqan dans l'ouest d'Alep, menée par des groupes armés non étatiques au moyens d'obus de mortier et de roquettes aurait tué huit enfants et en aurait blessé plusieurs autres. Une université locale a également été frappée. Au total, environ 25 000 personnes ont été déplacées dans l'ouest d'Alep ces dernières semaines suite aux bombardements menés par des groupes armés non étatiques. Je serai clair. Nous n'assistons pas simplement à une reprise des violences à Alep. Ce n'est pas le statu quo. Ce qui a été déclenché contre les civils durant la semaine écoulée est un nouveau plancher dans un massacre inhumain et sans relâche, d'autant plus désolant qu'il n'est pas inévitable. Les parties au conflit – toutes – choisissent de faire cela. Les civils en payent le prix.

Depuis le mois de juillet, 275 000 civils sont pris au piège dans l'est d'Alep en raison des tactiques de siège que leur imposent le Gouvernement syrien et ses alliés. La Russie et la Syrie ont ouvert des couloirs pour que les civils puissent partir mais il est ou serait dangereux de les traverser. Il a également été signalé que des groupes armés non étatiques dans l'est d'Alep auraient empêché ceux qui souhaitaient le faire de quitter la ville. La situation humanitaire dans l'est d'Alep était épouvantable, elle est maintenant terrifiante et les êtres humains peuvent à peine y survivre. Le 13 novembre, les dernières rations alimentaires du Programme alimentaire mondial disponibles ont été distribuées. Prépositionnées avant que l'accès des Nations Unies n'ait été bloqué en juillet, on a fait durer ces rations le plus longtemps possible, mais il n'y en a plus. Il reste seulement une poignée de rations fournies par des organisations non gouvernementales locales, les produits alimentaires sont rares sur les marchés, et les prix se sont envolés. Le combustible et le gaz nécessaires pour faire cuire la nourriture ne seraient plus disponibles dans la plupart des quartiers. En conséquence, les habitants ont recours à des stratégie de survie néfastes pour leur santé, réduisant le nombre de repas et se privant d'aliments pour nourrir les enfants.

En même temps que le manque de nourriture et de médicaments, le mécontentement croît, avec des manifestations contre la corruption et un monopole sur les marchandises signalées la semaine dernière et dont certaines ont donné lieu à des actes de violence, ce qui montre l'immense désespoir des citoyens pris au piège. En plus de la crise humanitaire, ils devront bientôt faire face à un hiver difficile sans chauffage et sans les produits de première nécessité pour vivre. L'ONU déploie sans relâche des efforts considérables afin d'acheminer une aide nécessaire pour la survie. Je ne cède à personne en saluant le courage pur et désintéressé de tous les travailleurs humanitaires du système des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales et locales, des premiers intervenants et des personnes au sein de leur communauté et de leur famille. Ils interviennent à maintes reprises, s'ils ne sont pas eux-mêmes victimes quand ils s'aventurent dehors, s'exposant même à une cynique deuxième frappe aérienne successive, à des bombes ou à des tirs de tireurs isolés les ciblant délibérément, alors qu'ils recherchent des survivants et sauvent des vies. Répétons-le : ils ne sont pas une cible. Et je demande instamment au Gouvernement syrien de donner à la commission d'enquête interne créée par le Secrétaire général suite à l'attaque du convoi humanitaire qui a causé la mort de travailleurs humanitaires le 19 septembre à Ouroum el-Koubra, libre accès en Syrie afin qu'elle puisse mener ses enquêtes.

Nos équipes à Damas et Gaziantep ont présenté des plans successifs à toutes les parties, en vue d'assurer l'acheminement de fournitures médicales et l'évacuation des cas médicaux les plus urgents. Nous sommes prêts à avancer dès que les garanties de sécurité auront été données par toutes les parties. Le plan en quatre points de l'ONU présenté la semaine dernière à toutes les parties comprend les évacuations médicales indispensables et l'acheminement de fournitures médicales. Il englobe la fourniture de denrées alimentaires et d'autres articles de secours essentiels. Enfin, il prévoit le roulement de médecins pour venir en aide à ceux qui en ont besoin. Les 30 médecins qu'il reste dans l'est de la ville d'Alep,

épuisés par leurs efforts héroïques et le travail qu'ils réalisent sans relâche depuis juillet continuent d'œuvrer dans des conditions toujours traumatiques.

Toutes les parties ont le plan, et nous prenons part à des discussions incessantes pour obtenir leur accord afin d'agir. Cependant, la reprise de violents combats est clairement un coup dur pour notre objectif de parvenir à un accord et d'apporter de l'aide à ceux qui en ont besoin. Mais nous ne nous décourageons pas. Malgré les bombardements et quelles que soient les difficultés, nous sommes déterminés à poursuivre notre action. Les acteurs humanitaires des Nations Unies et nos partenaires n'abandonneront pas la population d'Alep. Nous continuerons d'insister sur l'obligation des parties de respecter le droit international humanitaire et le droits des droits de l'homme et de faire en sorte que l'aide humanitaire soit apportée à tous ceux qui en ont besoin dans l'est d'Alep et partout en Syrie. J'appelle tous ceux qui ont de l'influence – c'est l'expression que je suis tenu d'employer sur le plan diplomatique, mais ceux qui se trouvent autour de cette table et ailleurs savent qui ils sont – de jouer leur rôle afin de mettre fin, une fois pour toutes, aux cycles insensés de violence et à l'abattoir qu'est Alep. Toutes les parties, et ceux qui ont de l'influence sur elles, doivent donner immédiatement les garanties nécessaires pour que le plan humanitaire en quatre points puisse être mis en œuvre.

Même si cela est incompréhensible, les habitants de l'est d'Alep ne sont pas les seuls à se trouver dans les profondeurs de l'horreur à laquelle sont exposés aujourd'hui les civils en Syrie. Je demeure extrêmement préoccupé par le sort de tous ceux qui vivent dans des lieux assiégés. L'acheminement de l'aide et les évacuations médicales dans les quatre villes couvertes par l'accord de cessez-le-feu – Madaya, Zabadani, Fouaa et Kafraya – également appelé l'accord pour les quatre villes, n'ont pas pu se faire en raison de l'échange de mauvais procédés qui caractérise l'accord.

Les morts atroces dues à la faim en janvier à Madaya ont bouleversé le monde et contraint les parties au conflit à autoriser le passage de l'aide. Celle-ci a été acheminée aux quatre localités en février, mars et avril de cette année, mais depuis, la situation s'est détériorée. Un seul convoi a pu parvenir aux quatre villes en plus de six mois, c'était le 25 septembre. Outre le fait qu'aucune aide ne peut entrer dans ces villes, ceux qui ont besoin de soins médicaux meurent parce qu'ils ne sont pas autorisés à en sortir. Depuis mon dernier rapport au Conseil (voir S/PV.7795), au moins trois personnes ont trouvé la mort, parce que les parties à l'Accord de cessez-le-feu portant sur les quatre localités ont refusé de permettre l'évacuation de personnes qui auraient pu être sauvées s'il n'y avait eu cette application punitive d'un prêté pour un rendu. D'autres vont bientôt mourir dans chacune des quatre localités si cette mascarade se poursuit. J'exhorte ceux qui ont une influence sur les parties à l'Accord, en particulier Jaish al-Fatah et l'Iran, à faire tout leur possible pour que l'aide soit fournie immédiatement et que ceux qui ont besoin de soins médicaux puissent être évacués.

Je demande depuis longtemps la levée des sièges, qui sont devenus l'un des aspects les plus répandus et les plus insidieux de ce conflit sans merci. Pourtant, au cours de l'année écoulée, c'est le contraire qui s'est produit : nous avons été témoins d'une augmentation massive du recours à cette pratique, en particulier par le Gouvernement syrien, provoquant une hausse affolante du nombre de personnes touchées. À la même époque l'année dernière, le nombre de personnes assiégées s'élevait à 393 700. Il y a six mois, il était de 486 700. Aujourd'hui, je dois informer le Conseil qu'à la suite d'un examen complet, nous estimons qu'un total de 974 080 personnes – près d'un million de Syriens – vivent en état de siège ce soir. Les nouvelles localités assiégées comprennent Jobar à Damas et Hajjar al-Aswad, Khan el-Chih et de nombreuses zones dans l'enclave de la Ghouta orientale, dans la province de Rif-Damas.

La pratique du siège n'a rien de subtil ni de complexe. Les civils sont isolés, affamés, bombardés et privés de soins médicaux et d'aide humanitaire afin de les obliger à se soumettre ou à fuir. Il s'agit d'une tactique cruelle et délibérée qui vise à aggraver les souffrances de la population à des fins politiques, militaires et, dans certains cas, économiques afin de détruire et de vaincre une population civile qui ne peut pas se défendre. Il s'agit d'une tactique qui est perpétrée monstrueusement par la partie qui devrait plus que toute autre défendre et protéger ses propres citoyens – tous ses citoyens, même ceux qui n'aiment pas l'État ni son chef et son gouvernement et ne sont pas d'accord avec eux. Ceux qui maintiennent les sièges savent désormais que le Conseil est à l'évidence incapable ou peu désireux d'imposer sa volonté ou de s'entendre maintenant sur les mesures à prendre pour y mettre fin. Les procédures mises en place nous donnent des miettes; un convoi occasionnel ici et là lors des séances d'information du Conseil afin de pouvoir cocher la case indiquant que nous faisons tous de notre mieux. Cependant, les

Syriens, au nombre de près d'un million, qui sont pris au piège dans des zones assiégées ne peuvent pas vivre de miettes. La véritable question qui se pose est de savoir comment empêcher aujourd'hui que près d'un million de personnes soient soumises à une forme de châtiment collectif cruel qui ne fait que s'aggraver et s'intensifier, mois après mois, dans l'ensemble du pays. Si le Conseil ne peut faire front commun pour mettre fin aux sièges, alors nous devons tous nous demander pourquoi avoir organisé cette séance ce matin.

Les attaques contre des infrastructures civiles, notamment des hôpitaux et des écoles, sont devenues si fréquentes que c'est à en perdre le souffle. Ces attaques constituent des violations du droit international humanitaire. Certaines ont été qualifiées de crimes de guerre par le Secrétaire général, y compris hier encore, et le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a indiqué que certaines peuvent même constituer des crimes contre l'humanité. Ce sont des actes insensés, inadmissibles qui n'ont pas d'autre but que de punir les civils, notamment les femmes, les enfants et les infirmes, et de refuser à ceux qui restent sur place les moyens de survivre et de reconstruire leur vie. Des millions d'enfants syriens ont été spoliés de leur enfance par des attaques délibérées et irresponsables commises contre des écoles. Rien qu'au cours des deux dernières semaines d'octobre, la vie et les rêves de 30 enfants ont été brisés lors d'attaques lancées contre cinq écoles. Le 26 octobre, le jour même de mon dernier exposé, alors que les dénégations fusaient de toutes parts, 22 enfants et six de leurs enseignants ont été tués lorsque leur école a été attaquée à maintes reprises à Hass, dans la province d'Edleb. Le fait est que les enfants et leurs enseignants sont morts. La mort, un corps sans vie, un sang chaud qui devient froid – quoiqu'on fasse et qu'on dise, la mort est un fait indéniable, et il y a toujours une cause de décès.

Imaginons la terreur de ces enfants; imaginons ceux qui n'ont survécu à la première attaque, certains hystériques, d'autres paralysés par la peur, que pour être victime d'une seconde frappe. Cette année, l'UNICEF a recensé 84 attaques contre des écoles, qui ont tué au moins 69 enfants et blessé de nombreux autres. Et qu'en est-il de ceux qui survivent à de telles attaques, ces enfants qui rêvent de devenir médecin? Devenir un travailleur de la santé en Syrie revient à exercer un métier dangereux, et même se rendre dans un établissement médical, c'est risquer sa vie. Le Conseil a adopté la résolution 2286 (2016), qui protège les professionnels et les installations de santé, mais elle n'a abouti qu'à une faible protection de ceux en Syrie.

Du 1er au 18 novembre, 13 attaques ont été vérifiées, et il y en aurait eu beaucoup d'autres. Des hôpitaux, des centres de santé, des banques du sang et des ambulances ont tous été touchés. Le fait est que, depuis l'adoption de la résolution 2286 (2016) le 3 mai, plus de 130 attaques contre des installations médicales ont été recensées. La guerre en Syrie a déjà causé la mort de plus de 750 professionnels de la santé. Il s'agit d'une violation abjecte et flagrante du statut de protection spéciale dont bénéficient les installations sanitaires en vertu du droit international humanitaire et d'une gifle indéniable face à la résolution du Conseil, comme ma collègue de l'Organisation mondiale de la Santé expliquera plus en détail après mon exposé. En dépit des défis et des difficultés, l'ONU et ses partenaires continuent d'acheminer chaque mois une aide à près de 6 millions de Syriens qui en ont besoin dans tout le pays. Cette assistance est fournie par le biais du programme ordinaire ainsi que dans le cadre des activités menées à travers les lignes depuis Damas et de l'aide transfrontière acheminée depuis la Turquie et la Jordanie.

Je voudrais évoquer brièvement les activités transfrontières, qui sont devenues un élément essentiel de la riposte. Depuis le début des opérations transfrontières il y a plus de deux ans, l'ONU a organisé 420 convois transfrontières, soit près de quatre par semaine en moyenne, fournissant une assistance sanitaire pour 9 millions de personnes, y compris des vaccins pour 2 millions de personnes; de la nourriture pour 3 millions de personnes, dont beaucoup sur une base mensuelle; des articles non alimentaires pour près de 3 millions de personnes; et des produits d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour plus de 2,5 millions de personnes. L'aide a été acheminée à plusieurs régions des provinces d'Alep, d'Edleb, de Lataquié et de Hama depuis la Turquie, et des provinces de Deraa et de Qouneïtra depuis la Jordanie. Nos efforts complètent le rôle crucial joué par les organisations non gouvernementales internationales et syriennes qui fournissent une assistance et des services à des millions d'autres personnes depuis les pays voisins. Nous continuons également d'acheminer de l'aide par voie aérienne. Depuis le début des opérations il y a quelques mois, le Programme alimentaire mondial a réalisé 153 parachutages, qui ont permis de larguer 2 815 tonnes de denrées alimentaires et de produits de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène au-dessus de la ville de Deïr-el-Zor. L'ONU a également mené à bien 159 ponts aériens à Qamichli, fournissant

pour le compte des acteurs humanitaires 5 660 tonnes d'aide en denrées alimentaires, en produits d'eau, d'assainissement et d'hygiène, en nutrition, en éducation, en abri et en assistance non alimentaire, dont plus de 61 500 rations alimentaires complètes.

Au mur le long de la frontière syro-jordanienne, où je me suis rendu au début de septembre, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont travaillé sans relâche, de concert avec les autorités jordaniennes, afin d'assurer la reprise des opérations d'aide continue pour les dizaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants qui sont massés à la frontière et ont besoin d'urgence d'une aide vitale. Il me plaît d'annoncer aujourd'hui que les modalités de sécurité et autres arrangements ont été réglés, et que les opérations d'aide vont commencer demain. Je rends hommage à l'État jordanien pour la coopération qu'il m'a accordée personnellement au plus haut niveau, ce qui a permis l'acheminement de l'aide humanitaire dans les circonstances les plus difficiles.

Malheureusement, je dois informer le Conseil que, depuis la dernière période à l'examen, aucun – pas un – de nos convois interorganisations n'a été en mesure d'acheminer de l'aide à travers les lignes de combat. L'accès à travers les lignes de front exige des négociations détaillées avec toutes les parties afin de garantir la sécurité et de permettre l'acheminement de l'aide. Bien que notre principal interlocuteur soit, bien entendu, le Gouvernement syrien, nous travaillons également avec les autres parties au conflit et les États Membres qui ont une influence sur elles, par le biais de l'équipe spéciale chargée des questions humanitaires ainsi que bilatéralement, mais nos efforts se heurtent de plus en plus à des retards, des blocages et des rejets. Chaque mois, nous rencontrons de nouveaux obstacles bureaucratiques qui doivent être surmontés. Nous avons dû faire face à des approbations tardives, à des approbations avec des restrictions sur le nombre de bénéficiaires, à des retards dans l'approbation de sortie des camions de l'entrepôt, à des négociations sur les itinéraires, au retrait ou à l'interdiction de certaines fournitures médicales et à d'autres autorisations au-delà du processus en deux étapes dont il a été convenu.

Jusqu'à présent ce mois-ci, nous avons surmonté ces obstacles à trois reprises et déployé trois convois pour atteindre les personnes dans le besoin. Deux de ces convois, l'un le 9 novembre à destination de Wadi Barada, et l'autre le 17 novembre, dans la périphérie rurale de Damas, à destination de Douma, ont atteint le dernier point de contrôle du Gouvernement syrien, avant d'être obligés de faire demi-tour lorsque des forces de sécurité syriennes, dont on pense qu'elles faisaient partie de la Garde républicaine syrienne, ont exigé que les conteneurs autorisés soient ouverts et fouillés. Cela enfreint clairement le protocole convenu et représente une menace possible pour la sécurité de nos convois et des travailleurs humanitaires. Un troisième convoi plus ancien à destination de Harbnafseh, dans la province de Hama, prévu pour le 1er novembre, a été bloqué par des éléments armés progouvernementaux alors qu'il était en route et a également été obligé de faire demi-tour. Hier encore, le 20 novembre, un convoi interinstitutions à destination de Rastan, dans la banlieue nord de Homs, n'a pas pu avancer à cause de retards au point de contrôle pour obtenir l'autorisation de poursuivre sa route et à cause aussi de bombardements dans la zone après que l'autorisation eut enfin été obtenue.

De ce fait, comme je l'ai dit plus tôt, aucun convoi interinstitutions n'a pu traverser les lignes de front pour acheminer de l'aide ce mois-ci. Quatre mois consécutifs se sont écoulés sans que nous puissions acheminer, avant le 19 du mois, de l'aide à quiconque au moyen d'un convoi interinstitutions traversant les lignes de front. Le résultat, c'est que, encore une fois, il est peu probable qu'on atteigne plus qu'une petite partie des personnes pour lesquelles nous avons reçu une autorisation officielle d'accès.

Les Syriens ont également ressenti l'effet d'une série d'opérations contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL). Cela a causé le déplacement initial de 8 000 personnes dans le nord de la province de Raqqa. Nous prévoyons la nécessité de soutenir plus de 400 000 personnes à mesure que les opérations progressent. À El-Bab, des opérations contre l'EIIL ont lieu à un kilomètre à peine en dehors de la ville, et on met la dernière main à la planification d'une intervention plus immédiate pour les plus de 100 000 personnes qui se trouveraient dans la ville et aux alentours. Je vais être clair – lorsque des gens ont besoin de notre appui, nous travaillons et nous continuerons de travailler jour et nuit pour essayer de les atteindre quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent. Ce n'est pas parce que nous sommes vertueux; c'est parce que c'est notre travail, à condition que les États Membres nous donnent les fonds pour le faire et que nous puissions obtenir un accès sûr.

J'ai eu peu d'informations positives à communiquer au sujet de l'application des résolutions du Conseil de sécurité concernant la situation humanitaire en Syrie. Les frappes aériennes et les bombardements tuent ou

blessent de plus en plus de civils, et des infrastructures civiles protégées sont détruites, ce qui aura des incidences considérables pendant de nombreuses années. Les sièges augmentent en nombre et les gens ont faim. Des écoles et des hôpitaux sont bombardés. On empêche de plus en plus souvent l'Organisation des Nations Unies d'acheminer de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Le plus contrariant, c'est que toutes ces souffrances humaines sont inutiles. Aucun degré de souffrance ne mettra fin au conflit. Aucun volume d'opérations militaires n'y mettra fin non plus. La seule solution, comme cela a été dit à d'innombrables reprises, c'est une solution politique. Il y a des personnes à la table du Conseil ou ailleurs qui ont l'influence nécessaire pour dire au Gouvernement syrien que nous n'accepterons pas une réponse négative. Si quelqu'un est ce soir un patient civil terrifié à Alep, il n'a pas besoin d'entendre son propre gouvernement faire appel à la souveraineté nationale pour justifier d'utiliser cette souveraineté afin de bombarder sa propre population et le patient en question.

J'ai pour mandat de rendre compte chaque mois au Conseil de sécurité de l'application des résolutions du Conseil concernant la protection des civils et la situation humanitaire en Syrie. Il vaut la peine, aux fins du compte rendu et au risque d'être accusé une nouvelle fois de prêcher, de réaffirmer ce que le Conseil avait exigé de toutes les parties il y a près de trois ans dans la résolution 2139 (2014) : premièrement, mettre fin immédiatement à toutes formes de violence; deuxièmement, mettre immédiatement fin à toutes attaques contre les civils, ainsi qu'à l'emploi sans discrimination d'armes dans des zones peuplées; troisièmement, lever immédiatement le siège des zones peuplées; quatrièmement, autoriser immédiatement un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave aux organismes humanitaires des Nations Unies et à leurs partenaires d'exécution, y compris à travers les lignes de conflit; cinquièmement, respecter le principe de neutralité du corps médical et faciliter le libre passage, dans toutes les zones, du personnel médical, du matériel, des transports et des fournitures connexes, y compris des articles chirurgicaux; sixièmement, protéger les civils et s'abstenir de lancer des attaques dirigées contre des installations civiles; et, septièmement, arrêter immédiatement les pratiques de détention arbitraire et de torture de civils.

Cette liste n'est ni longue ni exceptionnelle. Ce qui est plus important, c'est qu'il s'agit d'une liste d'exigences qui ne sont ni déraisonnables ni irréalisables. Ce sont les éléments fondamentaux de la façon dont les parties à un conflit doivent se comporter en vertu du droit international humanitaire. Ils se fondent sur les notions les plus fondamentales de décence et d'humanité universelles, telles que consacrées par la Charte des Nations Unies, à laquelle ont souscrit les États Membres qui sont parties, directement ou indirectement, au conflit, et dans le droit international humanitaire, qui s'applique à toutes les parties, les États aussi bien que les acteurs non-étatiques, sauf, apparemment, en Syrie. En Syrie – contrairement au droit international humanitaire et dans le rejet flagrant et au mépris des résolutions du Conseil – la mort, les privations, la violence, la famine, les tactiques de siège et les attaques contre les zones peuplées de civils et contre les infrastructures civiles persistent, et cela sans que les auteurs des infractions soient sanctionnés.

J'ai demandé à maintes reprises que le Conseil de sécurité prenne des mesures vigoureuses pour appuyer ses résolutions et agisse lorsqu'on en fait fi jour après jour. Sans un tel soutien, il s'avère que les mots et les résolutions n'ont que peu de sens pour les Syriens. Sans le ferme soutien de tous les membres du Conseil, les lignes rouges ne cesseront d'être franchies; le droit international humanitaire sera foulé aux pieds; des crimes de guerre seront commis. Et tant que le Conseil n'agit pas, il n'y aura pas d'application du principe de responsabilité.

Il est grand temps d'agir. Les travailleurs humanitaires des Nations Unies et nos partenaires continueront de jouer leur rôle. L'Organisation des Nations Unies insistera de toutes les manières possibles pour atteindre les personnes dans le besoin. Comme le veut mon métier, je rendrai compte des faits, je ferai du plaidoyer et je m'exprimerai au nom de ceux qui souffrent sans répit et dont les vies n'ont cessé d'être détruites. Je le ferai jusqu'à ce que le Conseil décide de s'unir de nouveau pour jouer son rôle collectif et se résoudre à mettre fin à cette horreur syrienne.

J'ai entendu l'argument selon lequel le Conseil ne doit pas adopter de résolution car ce serait « prématuré ». Il n'est jamais, je dis bien jamais, trop prématuré de sauver une vie. Il ne sera jamais trop tôt pour que le Conseil trouve une solution à ce conflit et fasse cesser les souffrances de la population syrienne.

Le Président : Je remercie M. O'Brien de son exposé.

Je donne maintenant la parole à Mme Hoff.

Mme Hoff (*parle en anglais*) : Aujourd'hui je m'adresse au Conseil de sécurité depuis le bureau de pays de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à Damas, d'où je dirige le travail de l'OMS en Syrie depuis plus de quatre ans.

Tandis que le conflit et la violence se poursuivent sans relâche, j'ai vu les pires aspects de l'humanité – mais, plus important, ses meilleurs aspects aussi. Tout d'abord, je tiens à rendre hommage au personnel de l'OMS en Syrie pour son abnégation et sa détermination, ainsi qu'aux travailleurs de la santé, aux partenaires médicaux et aux organisations non gouvernementales nationales qui travaillent sur les lignes de front et qui risquent leur vie chaque jour en essayant d'atteindre les Syriens dans le besoin. Être témoin de leur dévouement et de leurs sacrifices a constitué le plus grand privilège de ma vie.

C'est également un privilège que de m'adresser au Conseil aujourd'hui pour décrire la situation sanitaire en Syrie et les difficultés qu'elle cause.

Avant le début du conflit, la Syrie avait l'un des systèmes de soins de santé les plus avancés du Moyen-Orient. Tandis que le pays atteignait la catégorie des pays à revenu intermédiaire, les maladies non transmissibles devenaient la préoccupation principale en matière de santé. Les taux nationaux de couverture vaccinale étaient de 95 %. Le secteur pharmaceutique syrien prospérait, produisait plus de 90 % des médicaments nécessaires au pays et exportait ses produits dans 53 pays.

À présent, près de six ans plus tard, le tableau est tout à l'opposé. D'après l'Organisation des Nations Unies, plus de 300 000 personnes ont été tuées et plus de 1,5 million blessées depuis le début du conflit. Chaque mois, le nombre de personnes blessées dans le conflit augmente de 30 000. Près de 5 millions de personnes ont quitté le pays et un peu plus de 6 millions ont été déplacées à l'intérieur du pays. En Syrie, 13,5 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. Près de 5 millions de personnes vivent dans des localités assiégées ou difficiles d'accès. Ces chiffres sont bouleversants. Les services de soins de santé ont été dévastés. Plus de la moitié des hôpitaux publics et des centres de soins primaires du pays sont fermés ou ne fonctionnent que partiellement. Près des deux tiers de tous les professionnels de la santé ont quitté le pays. La production de médicaments a diminué des deux tiers et les taux de couverture vaccinale ont été réduits de moitié.

Qu'est-ce que cela signifie pour le peuple syrien? Qu'il n'a désormais plus aucun accès fiable et durable à des médicaments pour soigner des maladies chroniques qui seraient gérables avec un traitement mais potentiellement mortelles sans. Que les enfants qui n'ont pas été vaccinés risquent de contracter des maladies infantiles potentiellement mortelles telles que la poliomyélite, réapparue en Syrie à la fin 2013 avant d'être de nouveau éradiquée grâce aux efforts concertés de l'OMS et de l'UNICEF. Que les Syriens qui ont subi des lésions traumatisantes et qui ne sont pas soignés en temps voulu meurent ou voient leur vie bouleversée par un handicap. Que les femmes enceintes ne peuvent plus accoucher sans risque. Que d'innombrables personnes vont souffrir tout au long de leur vie de problèmes de santé mentale liés à un stress ou à un déplacement prolongés et sources de traumatisme.

Les installations de santé ont été la cible d'attaques répétées en Syrie. Entre janvier et septembre, on a dénombré 126 de ces attaques – près des deux tiers de toutes les attaques signalées dans les pays en situation d'urgence. Au cours du seul mois de novembre, 11 hôpitaux ont été attaqués dans les provinces d'Alep, d'Edleb et de Hama, et certains ont été attaqués plus d'une fois. À l'heure actuelle, prendre directement les installations de santé pour cible est la forme d'attaque la plus visible contre le système de santé en Syrie, mais ce n'est pas la seule, avec notamment la militarisation des installations de santé par plusieurs parties au conflit, le fait de prendre le personnel de santé pour cible, et le refus d'acheminer des fournitures médicales et chirurgicales dans de nombreux secteurs. Nombre de patients ont tout simplement trop peur et refusent de se rendre dans les hôpitaux ou les dispensaires, parce qu'ils craignent d'être attaqués, détenus ou maltraités.

Les attaques contre les installations et les travailleurs sanitaires sont très lourdes de conséquences pour les communautés qu'ils desservent. Par exemple, avant que trois hôpitaux situés dans les communautés rurales à l'ouest d'Alep n'aient été attaqués la semaine dernière, ils assuraient plus de 10 000 consultations et effectuaient 1 500 opérations par mois.

Premièrement, empêcher les citoyens ordinaires d'avoir accès à des soins de santé constitue une offense à notre humanité commune. Chacun a droit à la santé; cela est inscrit dans de nombreux accords internationaux, notamment la Déclaration des Nations Unies.

Deuxièmement, ces attaques sont une violations inacceptable du droit international humanitaire. Même

en temps de guerre, certaines règles, inscrites dans les Conventions de Genève relatives à la protection des victimes des conflits armés internationaux, prohibent ces attaques. Le respect de la neutralité des installations de santé est l'un de nos principes et règles humanitaires parmi les plus importants.

Troisièmement, ces attaques représentent aussi quelque chose de plus profond. Nous avons tous le sentiment que la fourniture de soins de santé aux enfants, aux mères et aux personnes handicapées est quelque chose de très important, voire de sacré. Lorsque les installations de santé qui dispensent des soins aux plus vulnérables sont prises pour cible, quelque chose de très précieux est détruit. Non seulement un droit et une loi sont enfreints, mais nous en perdons aussi notre humanité collective.

L'OMS condamne dans les termes les plus forts les attaques contre les installations de santé par toutes les parties, quelle que soit leur appartenance politique. Nous condamnons l'utilisation inappropriée des installations de santé à des fins militaires ou politiques. En tant qu'instance mondiale de santé, nous prenons au sérieux notre responsabilité de dénoncer ces abus dès que nous en avons la possibilité, et nous nous y employons régulièrement. Pourtant, nos appels répétés à protéger les installations et le personnel de santé restent systématiquement lettre morte.

Je voudrais mettre en lumière d'autres défis auxquels l'OMS et ses partenaires se heurtent au quotidien, notamment nos difficultés à atteindre les zones assiégées et difficiles d'accès afin d'y acheminer des médicaments et fournitures médicales susceptibles de sauver des vies. Le Gouvernement refuse régulièrement d'approuver l'acheminement de fournitures et de produits médicaux – en particulier les fournitures chirurgicales, ainsi que le sang et les produits sanguins sûrs – vers ces zones. En outre, l'environnement opérationnel est désormais si dangereux que nombreux sont les partenaires de santé, en particulier ceux chargés des activités transfrontières, qui ont limité leurs opérations.

Alep est la face la plus visible des souffrances de la Syrie. La situation qui règne sur place illustre notre difficulté à parvenir jusqu'aux zones assiégées et difficiles d'accès. Plus de 250 000 personnes sont prises au piège dans l'est d'Alep. Les huit hôpitaux de la zone, quand ils n'ont pas été mis hors service, ne peuvent fonctionner qu'à grand peine. Les rares médecins qui sont toujours sur place sont épuisés et submergés. L'est d'Alep n'aura bientôt plus ni nourriture, ni eau, ni médicaments. L'OMS, de concert avec ses partenaires humanitaires, a méticuleusement élaboré des plans détaillés pour évacuer les personnes gravement malades ou blessées et permettre aux convois d'acheminer des fournitures jusqu'à l'est d'Alep. L'OMS attend que soient levés tous les obstacles qui l'empêchent de mettre ses plans en œuvre. L'ouest d'Alep fait également l'objet d'attaques par des groupes armés non étatiques de l'est d'Alep. Les hôpitaux de l'ouest d'Alep ont été inondés de blessés à la suite de bombardements aveugles. Des dizaines d'enfants ont été tués ou blessés lorsqu'un mortier est tombé sur une école de l'ouest d'Alep samedi dernier.

Jusqu'ici en 2016, l'OMS a dispensé plus de 9 millions de traitements médicaux dans toute la Syrie, en les acheminant à travers les lignes de front depuis Damas, ou à travers les frontières depuis Gaziantep et Amman. Plus d'un tiers de ces fournitures ont été acheminées dans des zones assiégées et difficiles d'accès. Pour la première fois en plusieurs années, l'OMS, aux côtés de ses partenaires de l'ONU et du Croissant-Rouge arabe syrien, a été en mesure d'accéder à toutes les zones assiégées, au moyen de convois interinstitutions de l'ONU. Toutefois, l'OMS ne peut pas se rendre dans ces zones avec régularité, parce que plusieurs parties au conflit refusent de l'y autoriser. Le Gouvernement a refusé d'approuver la livraison dans ces zones de 75 tonnes de fournitures médicales, destinées principalement à soutenir les services de chirurgie, d'anesthésiologie, d'analyses et de santé mentale. En conséquence, environ 150 000 personnes ont été privées de soins de santé essentiels.

L'OMS a mis en place, à l'échelle nationale, un système de surveillance des maladies pour détecter les signes d'épidémies et intervenir le cas échéant. Heureusement, aucune épidémie majeure ne s'est déclarée en Syrie. L'OMS a formé plus de 16 000 travailleurs de santé pour qu'ils contribuent à combler le vide créé par l'exode des professionnels de santé. L'OMS et l'UNICEF ont soutenu la vaccination de millions d'enfants contre la poliomyélite, la rougeole et d'autres maladies évitables par un vaccin. Tout cela a été accompli avec l'appui constant du Croissant-Rouge arabe syrien et des organisations non gouvernementales nationales partenaires. Enfin, l'OMS a fait valoir sa position de chef de file du secteur de la santé pour systématiquement promouvoir le caractère sacré des soins de santé et appeler à un accès permanent à la totalité du territoire syrien, afin de garantir que tous

soient en mesure d'accéder aux soins de santé dont ils ont besoin.

Mais la situation empire. L'OMS appelle tous les membres du Conseil de sécurité à utiliser toute leur influence pour mettre immédiatement fin aux souffrances du peuple syrien. Nous demandons au Conseil d'approuver la création d'un système grâce auquel toutes les parties auraient connaissance des coordonnées de tous les convois humanitaires et des installations de santé, et qui permettrait de recenser toutes les attaques. Nous lui demandons d'aider à mettre fin aux attaques contre les installations de santé et leur personnel, quel que soit le camp dont se réclament leurs auteurs. Nous demandons au Conseil d'appuyer un accès durable et sans conditions à toutes les zones assiégées et difficiles d'accès. Nous demandons au Conseil de nous aider à évacuer de toutes les zones les malades et les blessés qui sont dans un état critique et leurs familles, ainsi que de leur garantir un passage sécurisé.

Je voudrais réaffirmer que le peuple syrien reste la priorité de l'OMS. En tant qu'agence humanitaire, nous continuerons notre travail pour aider à faire en sorte que tous, dans toutes les régions du pays, aient accès aux soins de santé essentiels propres à sauver la vie. Nous remercions sincèrement les donateurs qui ont si généreusement et régulièrement financé nos opérations en Syrie au cours des cinq dernières années. Nous sommes prêts à présenter un exposé plus formel et plus approfondi sur ces questions si le Conseil le souhaite.

Pour terminer, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les membres du Conseil, de votre temps et de votre attention aujourd'hui.

Le Président : Je remercie Mme Hoff de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Chaque mois, le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, signale à notre attention l'horreur quotidienne en Syrie, l'horreur que vit au quotidien la population syrienne – enfants, personnes âgées, malades. Nous remercions Stephen de son rapport, un rapport mensuel qui nous remplit de tant de peine. Je voudrais aussi remercier la représentante de l'Organisation mondiale de la Santé en Syrie, Mme Hoff, de son exposé tout autant sincère.

Nous continuons d'être les témoins du pire conflit armé du siècle et de la plus grave crise humanitaire depuis la Deuxième Guerre mondiale sans pouvoir réagir à cette barbarie, comme le monde entier nous demande de le faire en urgence. Il y a quelques jours au Conseil, faisant allusion à d'autres attaques horribles, menées cette fois-ci au Yémen, nous nous sommes posé une série de questions, que je vais reposer maintenant dans le cadre de cet autre scénario.

Reposons ces mêmes questions à nous-mêmes : Au nom de quel Dieu bombarde-t-on des hôpitaux? Quels principes défend-on en bombardant des écoles? Quelle cause défend-on en faisant tuer délibérément par des francs-tireurs des membres du personnel médical et humanitaire? Quelle valeur suprême protège-t-on en bombardant des convois clairement identifiés comme humanitaires? Au nom de quelle morale affirme-t-on que les hôpitaux, les écoles, les convois et le personnel humanitaire sont des terroristes et donc cibles légitimes des barils explosifs et des bombes dites anti-bunker, qui causent tellement de destructions en Syrie, à Alep et ailleurs?

Nous sommes pareillement horrifiés par les observations de M. O'Brien, qui nous a parlé de groupes armés non étatiques qui bombardent aveuglément et de la même manière écoles et zones résidentielles. Peut-être, durant la prochaine réunion d'informations, M. O'Brien voudra-t-il bien les appeler autrement. Un groupe armé non étatique qui bombarde des écoles et des quartiers résidentiels n'est pas un groupe armé non étatique, mais un groupe terroriste, et c'est ainsi qu'il faut l'identifier, car la barbarie ne fait aucune distinction qui mérite le pardon. Ceux qui commettent de tels actes sont aussi des terroristes.

Nous pouvons dire qu'une part de responsabilité dans cette crise incombe au Conseil de sécurité du fait de notre incapacité à tracer la voie d'une solution, et que certainement la plus grande part de responsabilité incombe aux membres de l'Organisation et du Conseil qui participent directement aux bombardements et qui contribuent à ces attaques en assurant un approvisionnement illimité en armements.

Pendant combien de temps encore va-t-on tolérer cela? Pendant combien de temps encore cette violence va-t-elle se poursuivre de cette manière, comme disait Stephen au sujet de ces horreurs? Nous sommes d'avis que les hostilités doivent cesser immédiatement sur tout le territoire syrien, en particulier dans les secteurs les plus touchés actuellement. Nous reprenons à notre

compte une fois encore les sept points mentionnés par Stephen dans la dernière partie de son exposé. Le moment est venu de mettre un terme à la violence et à l'effusion de sang et de donner un peu d'espoir au peuple syrien.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, et la Directrice de pays de l'Organisation mondiale de la Santé, Mme Hoff, de leurs exposés très détaillés et profondément troublants. Je les remercie, comme toujours, de nous présenter les faits sans fard et de façon objective. Leurs observations montrent une fois encore ce qui arrive quand le conflit se poursuit et quand la Russie et le régime d'Assad pilonnent sans discontinuer des zones civiles par air et bloquent régulièrement la fourniture de l'aide humanitaire sur terre.

Dans la partie est d'Alep tenue par l'opposition, au moins 289 personnes auraient été tuées depuis mardi. Un volontaire syrien a indiqué qu'il y a eu 180 frappes aériennes contre l'est d'Alep pendant la seule journée de samedi. Pensez à ce que vous faisiez samedi et imaginez que vous faites l'objet de 180 frappes aériennes alors que vous le faisiez. Une vidéo terrifiante en provenance de la partie est d'Alep montre un déluge de feu inhumain épouvantable sur les quartiers civils.

Bien entendu, nous allons entendre aujourd'hui de la part du régime syrien et de la Fédération de Russie un tout autre discours. La Russie parlera sans aucun doute longuement de sa pause unilatérale dans les frappes aériennes sur l'est d'Alep et expliquera pourquoi il s'agit en quelque sorte d'un geste humanitaire. La réalité est que le régime d'Assad et la Russie poursuivent leur stratégie contre l'est d'Alep, qui consiste à affamer et à bombarder pour inciter les 275 000 habitants de la ville à se rendre : bombarder puis marquer une pause pour voir si quelqu'un va se rendre au régime d'Assad – un régime qui, comme nous et les Syriens le savons, a systématiquement torturé ceux qui se sont retrouvés sous son autorité. Qui d'entre nous ferait confiance à ce régime au point de lui confier la vie des membres de nos familles, de nos enfants, de nos parents, de nos frères et sœurs?

Considérez le fait que lorsque la Russie a décidé d'une pause dans ses frappes aériennes sur l'est d'Alep, elle l'a fait de façon unilatérale, ce qui veut dire qu'elle n'a jamais pensé à coordonner ses efforts avec les Nations Unies ou avec toute autre organisation fournissant effectivement de l'aide. Ce n'était pas un geste humanitaire.

Qu'il suffise de constater que, pendant cette pause dans les frappes, la Russie et le régime d'Assad n'ont jamais donné l'autorisation à l'Organisation des Nations Unies de fournir un seul colis de nourriture ou de médicaments à la partie est d'Alep, pas un seul. Ce n'était pas un geste humanitaire.

Qu'il suffise de constater que des avions de guerre russes ont largué des tracts avertissant la population de la partie est d'Alep de quitter le pays sous peine d'être annihilée, comme beaucoup d'entre nous en avons débattu lors de notre dernier exposé (voir S/PV.7795).

Qu'il suffise de constater que les habitants de la partie est d'Alep auraient reçu des textos les enjoignant à fuir avant « une attaque stratégiquement planifiée ».

Qu'il suffise de constater que le mois dernier (voir S/PV.7785) la Fédération de Russie a opposé au Conseil de sécurité son veto à un projet de résolution (S/2016/846) visant à mettre fin aux atrocités à Alep.

Ce n'étaient pas là non plus des gestes humanitaires.

Il ne faut pas oublier que la partie est d'Alep n'est pas un cas isolé, mais qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une stratégie à l'échelle du pays appliquée à toute la Syrie. La Russie et le régime d'Assad mènent une campagne de sièges, de blocage de l'aide humanitaire, de bombardements aveugles de zones civiles et d'emploi de barils d'explosifs.

C'est pourquoi aujourd'hui nous, les membres du Conseil, devons séparer les faits de la fiction. Lorsque nous avons renouvelé le Mécanisme d'enquête conjoint pour la Syrie la semaine dernière (voir S/PV.7815), moi-même et de nombreux membres avons parlé du fait que nous ne pouvions pas défendre les normes interdisant l'utilisation d'armes chimiques si nous ne savions pas qui les utilisait. À cet égard, encore une fois, afin de respecter les exigences humanitaires du Conseil, nous devons parler franchement et très précisément des parties responsables des souffrances du peuple syrien. Cela signifie qu'il faut condamner les atrocités commises par les organisations terroristes comme le Front el-Nosra et l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) – ce que les États-Unis ont fait et continueront de faire – mais cela signifie aussi qu'il faut dire la vérité sur les actions de la Russie et du régime d'Assad. Aujourd'hui, je vais me

concentrer sur deux aspects de la terreur infligée par le régime et par la Russie.

Premièrement, le régime d'Assad et la Russie doivent arrêter la campagne d'attaques qui a détruit un nombre incalculable d'écoles, d'hôpitaux, de maisons et d'autres infrastructures civiles. Qu'il suffise d'examiner quelques-unes des frappes aériennes lancées récemment. Entre le 13 et le 15 novembre, cinq hôpitaux en Syrie ont été frappés, cinq hôpitaux en deux jours. Après que des frappes aériennes ont touché un autre hôpital dans l'est d'Alep le 18 novembre, plus aucun hôpital de la ville n'est désormais en service en raison des attaques menées par la Russie et le régime d'Assad : chacun des hôpitaux desservant une population de 275 000 civils est hors service. Le 6 novembre, une attaque menée par le régime d'Assad dans la banlieue de Damas aurait tué au moins six enfants d'une maternelle.

Les États-Unis reconnaissent que ce n'est pas seulement le régime d'Assad et ses alliés, qui sont à l'origine des souffrances des civils en Syrie. Nous condamnons dans les termes les plus énergiques tous les bombardements aveugles menés par les forces de l'opposition dans les zones civiles de l'ouest d'Alep. Ces attaques auraient fait plus de 60 morts depuis le 1er novembre. Nous sommes d'accord avec la Russie que rien ne saurait justifier ces attaques, mais je pose la question suivante : la Russie condamnera-t-elle jamais, ici dans cette salle aujourd'hui, ou même un jour, aucune des frappes aériennes menées par le régime d'Assad? Contre une quelconque des frappes du régime d'Assad contre des hôpitaux ou des écoles? La Russie condamnera-t-elle jamais son allié, Bashar Al-Assad, ici au Conseil, pour une seule de ces attaques? Nous assistons à des séances comme celle-ci depuis plus de cinq ans. Malgré tout le carnage causé par les partenaires du régime, la Russie n'a pas émis une seule critique.

Je voudrais annoncer aujourd'hui les noms de tous ceux qui, au sein du Gouvernement syrien et depuis 2011, ont tué ou blessé des civils en lançant des attaques aériennes ou terrestres contre des villes, des zones résidentielles ou des infrastructures civiles. Les États-Unis ne laisseront pas ceux qui ont commandé des unités responsables de ces actes se cacher derrière le régime d'Assad. Nous savons qui ils sont. J'ai nommé le général de division Adeeb Salameh, le général de brigade Adnan Aboud Hilweh, le général de division Jawdat Salbi Mawas, le colonel Suheil Al-Hassan et le général de division Tahir Hamid Khalil.

La Russie et le régime d'Assad doivent cesser leurs attaques impitoyables et ceux qui en sont responsables doivent savoir que la communauté internationale observe leurs actions et documentent leur abus, et qu'un jour, ils auront à en rendre compte. Je sais bien qu'aujourd'hui, ces individus se sentent invincibles, comme Slobodan Milošević, Charles Taylor et nombre d'autres criminels de guerre avant eux. Les atrocités commises aujourd'hui sont bien documentées et le monde civilisé a la mémoire longue.

Deuxièmement, le régime d'Assad doit mettre fin aux souffrances et aux tortures pratiquées dans les centres de détention partout en Syrie. Le régime continue d'emprisonner des dizaines de milliers de Syriens, y compris des femmes et des enfants, des médecins, des travailleurs humanitaires, des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, qu'il soumet à la torture, à des violences sexuelles et à des conditions inhumaines. Voici comment un journaliste syrien nommé Shiar a décrit son expérience aux mains de la division 235 des services de renseignement militaires :

> « Ils m'ont mis debout sur un tonneau, m'ont lié les poignets et ont retiré le tonneau. Il n'y avait rien sous mes pieds qui pendaient dans l'air. Avec trois bâtons, ils se sont mis à me frapper partout. Ensuite, ils ont pris des cigarettes qu'ils éteignaient sur ma peau. J'avais l'impression qu'un couteau me creusait le corps, qu'il me coupait en morceaux. »

Nous savons où la torture a été pratiquée et où elle continue de l'être; dans les divisions 215, 227, 235 et 251 des services de renseignement militaires; dans la division d'enquête des services de renseignement de l'armée de l'air, à l'aéroport militaire de Mezzeh; dans la prison de Sednaya et les hôpitaux militaires de Tishreen et Hharasta. Les commandants et responsables carcéraux de ces sites doivent savoir que la communauté internationale les regarde et qu' eux aussi seront traduits en justice. Il s'agit du général de division Jamil Hassan, du général de brigade Abdul Salam Fajr Mahmoud, du général de brigade Ibrahim Ma'ala, du colonel Qusay Mihoub, du général de brigade Salah Hamad, du général de brigade Shafik Massa, du général de division Rafiq Shehadeh et de Hafez Makhlouf. Les États-Unis n'oublieront pas les cas de beaucoup de Syriens qui ont énormément souffert aux mains de ces individus, et nous continuerons à nous battre pour qu'ils rendent compte de leurs crimes odieux.

Je rappelle que les États-Unis reconnaissent que des acteurs non étatiques aussi ont commis des abus contre des détenus, notamment des tortures. Nous condamnons tous les groupes usant de telles tactiques dans les termes les plus vifs et exigeons un accès immédiat à tous les lieux de détention, qu'ils appartiennent au régime, aux terroristes ou à l'opposition. Les atrocités commises par l'EIIL sont un cas à part. C'est pourquoi les États-Unis dirigent une coalition de 67 membres pour vaincre cette organisation.

Je conclus : en janvier, l'ONU et le monde ont tiré la sonnette d'alarme car les habitants de Madaya, assiégés par les alliés du régime d'Assad, mouraient de faim. Aujourd'hui, des rapports indiquent que c'est de nouveau le cas. « Save The Children » a rapporté récemment qu'à Madaya le nombre d'enfants tentant de se suicider est en hausse, ce qui ne s'était jamais vu auparavant.

Un de ces enfants, Omar, 15 ans, a dit récemment à un journaliste,

> « Je n'ai plus rien à faire ici. C'est plus facile de me tuer. J'ai essayé de me jeter du balcon, mais ce n'était pas assez haut. »

Son père est en prison, sa mère a dû quitter Madaya où elle a laissé Omar afin qu'il ne soit pas recruté par les forces de sécurité du Gouvernement. Omar ajoute,

> « Il n'y a rien à manger. On nous étouffe ici. C'est comme une prison ».

Et Omar formule une autre pensée, une pensée normale pour un adolescent :

> « Ma mère me manque, elle venait me réveiller le matin. »

Nous – pas seulement les membres du Conseil de sécurité, mais tous les États Membres de l'ONU – devons garder clairement à l'esprit que c'est le régime d'Assad, la Russie et leurs alliés portent la responsabilité de cette destruction – une destruction physique et, pour bon nombre d'enfants comme Omar, une destruction psychologique. Cette destruction et ces souffrances indicibles doivent faire comprendre aux auteurs de ces crimes que la poursuite d'une solution militaire est aussi stupide que brutale. Les attaques contre les civils alimentent le terrorisme; elles n'éliminent pas le terrorisme. Les auteurs de ces crimes doivent également savoir qu'ils seront traduits en justice pour leurs crimes, tout comme leurs ignobles prédécesseurs tout au long de l'histoire.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, de son exposé détaillé. Je remercie également Mme Elizabeth Hoff, Représentante de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en Syrie, d'avoir accepté la proposition du Japon de faire un bref exposé au Conseil de sécurité quasiment sans préavis. Par son truchement, je voudrais également remercier le personnel dévoué de l'OMS qui travaille d'arrache-pied dans un environnement extrêmement difficile.

La situation humanitaire en Syrie est catastrophique. Au cours du week-end, nous avons continué à recevoir des informations faisant état de terribles attentats et de lourdes pertes à Alep et ailleurs. La frustration monte face à l'incapacité de régler cette crise humanitaire, mais nous ne devons pas baisser les bras. Nous notons avec satisfaction que certains membres du Conseil de sécurité ont pris l'initiative de faire avancer les discussions sur la situation humanitaire. Nous avons également été informés des efforts déployés par les Coprésidents du Groupe international de soutien pour la Syrie (GISS) et les acteurs régionaux après la réunion tenue à Lausanne en octobre. Cependant, ce qu'il nous faut maintenant, ce sont des améliorations concrètes sur le terrain. Il nous faut un accord au niveau du Conseil de sécurité ou du GISS, qui permettrait de changer réellement la situation en Syrie.

Dans son exposé, M. O'Brien a brossé un tableau de la situation désespérée qui règne en Syrie. Même durant la trêve observée par le Gouvernement syrien et la Russie s'agissant des attaques aériennes, les Nations Unies n'ont pas pu fournir une aide humanitaire aux populations de la partie orientale d'Alep. Comme l'a expliqué M. O'Brien, toutes les tentatives d'acheminement de l'aide humanitaire se heurtent à de multiples obstacles sur le terrain. Ce n'est pas la première fois que nous entendons un récit aussi décourageant. Cependant, aujourd'hui, la situation est tellement grave que pas un seul convoi humanitaire n'a pu atteindre Alep.

J'ai une question toute simple : si les États qui ont une certaine influence, en particulier les membres du GISS, usent de toute leur influence auprès des parties sur le terrain, certains de ces obstacles à l'accès humanitaire pourraient-ils être levés? Sinon, que peut-on faire pour que les mesures qui s'imposent soient prises sur le terrain? C'est une question à laquelle il faut répondre.

Je suis sûr que je m’exprime au nom de tous mes collègues quand je dis que le Conseil de sécurité est reconnaissant à Mme Hoff, qui suit de près la situation à Damas, de nous avoir fait un exposé aussi détaillé. Nous saluons les efforts déployés par l’OMS pour fournir au peuple syrien des traitements qui sauvent des vies humaines et renforcer les services de santé, notamment grâce à des mesures visant à lutter contre les maladies infantiles. Dans son exposé d’aujourd’hui, elle a décrit une situation catastrophique et a clairement indiqué qu’il faut remettre le secteur médical syrien sur pied, et de toute urgence.

Nous sommes indignés par le grand nombre d’établissements médicaux qui ont fait l’objet d’attaques en 2016. Le Japon réitère sa position, à savoir que les parties à ce conflit armé sont tenues de respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances et les auteurs de violations du droit international humanitaire doivent répondre de leurs actes. La Représentante permanente des États-Unis vient de citer des noms précis. Si l’on a du mal à prendre des mesures pour protéger efficacement les installations médicales parce qu’on n’est pas sûr de l’identité des agresseurs que, le Conseil de sécurité doit demander au Secrétariat de mener une enquête et demander que toutes les autres mesures qui s’imposent soient prises.

Cette séance mensuelle sur la situation humanitaire en Syrie ne doit pas être simplement une occasion d’exprimer nos vives préoccupations quant à la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les civils et le personnel médical. Nous devons agir et obtenir des résultats concrets. Il n’y a pas de temps à perdre. Je me réjouis à l’avance des débats constructifs qui seront menés dans le cadre des consultations après la présente séance.

M. Delattre (France) : Je remercie M. Stephen O’Brien et Mme Elizabeth Hoff pour leurs interventions, qui, une nouvelle fois, suscitent notre indignation, et je voudrais rendre hommage à leur action et à celle de leurs équipes.

Leurs exposés décrivent un engrenage inexorable de violence, qui rend impossible tout travail des acteurs humanitaires et condamne des centaines de milliers de personnes à la faim et à la mort. Je voudrais aujourd’hui souligner trois points.

D’abord, la gravité de la situation humanitaire à Alep est aujourd’hui au-delà de ce que les mots peuvent décrire. Alep-Est est la double victime d’un déluge de feu et d’un siège digne du Moyen-Âge. L’un et l’autre, qui ciblent les civils, sont constitutifs de crimes de guerre. Selon les informations en notre possession, des centaines de personnes, dont de nombreux enfants, ont été tuées depuis mardi dernier dans des bombardements ou des feux d’artillerie ininterrompus, au point que les équipes de sauvetage sont dans l’incapacité d’intervenir pour extraire les blessés des décombres. Ces conditions rendent impossible le travail des acteurs humanitaires, l’acheminement de l’aide d’urgence et les évacuations sanitaires. Aucun convoi n’a pu atteindre l’est de la ville depuis juillet dernier. Les réserves d’aide humanitaire conservées dans les entrepôts d’Alep-Ouest sont à présent épuisées. Plus de 275 000 civils sont aujourd’hui assiégés dans Alep-Est, à la merci des bombardements incessants du régime et de ses soutiens, sans nourriture, ni médicaments, ni services de première nécessité. L’Envoyé spécial l’a dit sans ambiguïté à l’issue de son déplacement à Damas hier : la chute d’Alep-Est aurait pour conséquence une crise humanitaire sans précédent, qui condamnerait sans doute plus de 200 000 personnes à fuir vers la Turquie.

Deuxième observation, la population d’Alep n’est pas la seule à souffrir en Syrie. Partout, le régime resserre son étau autour des civils et refuse d’accorder les autorisations nécessaires aux plans mensuels de convois interinstitutions, dans une politique délibérée d’obstruction et de siège, pour contraindre les populations à fuir et les opposants à se rendre. Durant le mois de novembre, les Nations Unies ont présenté 18 demandes pour accéder à 900 000 personnes dans les 25 zones assiégées ou difficiles d’accès. Un tiers de ces demandes a été rejeté, sans aucune justification valable au regard des principes de l’aide humanitaire. À Douma, comme nous l’a indiqué M. Stephen O’Brien, un important convoi qui devait approvisionner 70 000 personnes en aide humanitaire est resté bloqué au dernier checkpoint tenu par le régime. Les autorités syriennes ont exigé le déchargement du convoi, alors que des scellés avaient été apposés lors de son chargement. Les fournitures médicales et de santé sont toujours délibérément retirées des convois : 45 000 médicaments ont ainsi été retirés et détruits au mois d’octobre. L’aide continue à être entravée et gâchée, les populations restent affamées et sans soins, du fait que le régime impose aux Nations Unies et à leurs partenaires ses exigences. Je rappelle que les autorités syriennes sont expressément tenues de respecter leurs obligations au titre du droit international humanitaire. Elles sont dans l’obligation d’assurer un accès rapide, sécurisé et sans entrave à l’ensemble des

populations de Syrie, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

Troisième remarque, le régime et ses alliés poursuivent également leurs attaques délibérées contre les hôpitaux et le personnel médical, exactions qui sont elles aussi constitutives de crimes de guerre. Cinq hôpitaux ont été attaqués entre le 13 et le 15 novembre, faisant au moins deux morts et 19 blessés, dont six membres du personnel médical. Comme l'a indiqué le Secrétaire général hier, plus aucun hôpital n'est fonctionnel dans l'est d'Alep aujourd'hui. L'OMS a dénoncé 126 attaques de ce type en Syrie depuis le début de l'année. Les nombreuses exactions commises quotidiennement en Syrie ne sauraient rester impunies. Toute la lumière devra être faite sur toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, qui discréditent les prétentions du régime à incarner la réconciliation du peuple syrien et l'avenir de ce pays.

Au cours des deux derniers mois, la France n'a eu de cesse de marteler un même message, que je réitère aujourd'hui : le régime et ses soutiens doivent cesser, immédiatement et définitivement, leurs bombardements à Alep et permettre aux acteurs humanitaires de convoyer une assistance d'urgence à toutes les populations qui en ont aujourd'hui un besoin vital. Cet appel est relayé par la très large majorité des membres du Conseil.

La France demande une nouvelle fois à ceux des membres du Conseil qui sont engagés dans les combats et qui ont de l'influence sur le régime de rompre l'engrenage en cours, dont le legs sera un pays dévasté, promis à des décennies d'instabilité, de violence et de terrorisme. Ne nous y trompons pas en effet : non seulement la stratégie de guerre totale qui est déclenchée à Alep est une catastrophe humanitaire, mais elle est aussi une erreur stratégique. Cette stratégie conduit en effet mécaniquement à une partition de la Syrie, à une accentuation de la radicalisation et à un renforcement de Daech et du terrorisme en général. À Alep, ne nous y trompons pas, l'horreur et la terreur sont les deux faces de la même médaille.

Au nom de la France, je voudrais donc souligner à nouveau l'urgence absolue de mettre un terme aux bombardements et à la guerre pour rechercher ensemble les voies d'un règlement politique. C'est la seule issue possible à cette tragédie, et c'est la responsabilité du Conseil de sécurité, dont la crédibilité est lourdement engagée.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie Stephen O'Brien et Elizabeth Hoff de leurs exposés édifiants.

L'ONU travaille sans relâche pour venir en aide à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui en ont désespérément besoin en Syrie. Le régime syrien et la Russie, à l'inverse, semblent déterminés à grossir leurs rangs, à accentuer leur souffrance et à prolonger ce conflit barbare. Comme l'a souligné Stephen, cet état de fait est particulièrement criant à Alep. Des centaines de milliers de personnes vivent un enfer, sont privées de fournitures de première nécessité, et elles vivent – si l'on peut appeler cela vivre – dans la crainte des barils d'explosifs, des bombardements ou pire. Aucune livraison d'aide ni aucun carton de matériel médical ne leur sont parvenus depuis des mois. Pourtant, grâce à l'ONU, des camions chargés de fournitures sont prêts à prendre la route pour sauver des vies.

Le régime syrien, que la Russie a choisi de soutenir, empêche délibérément les vivres et les médicaments d'être acheminés aux populations qui en ont besoin. La Russie a le pouvoir de permettre qu'une aide absolument nécessaire franchisse les portes de la ville. Si elle n'obtempère pas, le monde la tiendra pour responsable d'un résultat barbare. J'exhorte la Fédération de Russie à persuader le régime syrien de laisser l'ONU faire son travail et acheminer de l'aide à Alep.

La tragédie est toutefois telle que même cela ne sera pas suffisant. Non content d'affamer des milliers de civils innocents, le régime d'Assad les assomme au moyen d'une succession de frappes aériennes dévastatrices. Comme nous l'avons entendu, des dizaines de personnes ont été tuées ou blessées rien qu'au cours des derniers jours, notamment dans deux attaques abominables qui ont visé le même hôpital pour enfants. Elizabeth a confirmé qu'il ne reste plus un seul hôpital fonctionnel dans l'est d'Alep. C'est le fruit des attaques aériennes délibérées contre ces hôpitaux, et cela fait partie d'une campagne systématique visant à éliminer jusqu'aux services les plus élémentaires dans la ville. Pourtant, la Russie a déclaré que « Les bombardements présumés d'hôpitaux à Alep son imaginaires ». Je vous en prie. Nous savons tous ce qu'il faut. Je le répète une fois de plus dans cette salle, et je continuerai de le faire jusqu'à en perdre la voix si cela permet de faire évoluer la politique de la Fédération de Russie.

Premièrement, il faut faire cesser les crimes de guerre. Les attaques contre des hôpitaux, des civils, des écoles et des infrastructures vitales sont des attaques

qui ne servent aucun objectif militaire. Comment peut-on justifier le bombardement d'une école, comme par exemple à Edleb? Comment peut-on justifier la mort de 20 élèves et trois professeurs? Comme l'a affirmé Elbio Rosselli, aucun dieu ni aucun principe ne saurait justifier une attaque de cette nature. Nous voulons tous lutter contre le terrorisme en Syrie, mais les attaques contre des écoles et des hôpitaux ne sont pas des opérations de lutte antiterroriste. Nous appuyons donc la demande de Staffan de Mistura en faveur du déploiement d'une équipe de vérification des Nations Unies qui sera chargée d'enquêter sur les attaques contre les hôpitaux d'Alep.

Deuxièmement, l'aide doit pouvoir être acheminée. Nous félicitons l'ONU de son plan d'intervention humanitaire pour Alep. Toutes les parties doivent l'appliquer pleinement et immédiatement. Cependant, le problème est loin de se confiner à Alep. Comme l'a souligné Staffan, l'ONU estime que près d'un million de personnes vivent dorénavant dans des zones assiégées. L'aide doit parvenir à ces personnes. À moins d'une amélioration, le mois de novembre sera le pire que l'on ait connu en ce qui concerne l'acheminement de l'aide vers les zones assiégées et difficiles d'accès en Syrie. Pas un seul convoi humanitaire n'a atteint les zones visées par l'ONU depuis le début du mois.

Ces deux mesures sont simples, et nous devons les prendre pour avoir la possibilité de prendre une troisième mesure pour le moment hors de portée – l'instauration de pourparlers politiques qui mettront fin à ce terrible conflit. Comme je l'ai souligné à maintes reprises, la Russie a un rôle unique à jouer en ce qui concerne ces trois mesures : persuader le régime de renoncer à son approche militaire destructrice, garantir un accès humanitaire sans entrave à toutes les zones assiégées et s'engager en faveur d'un règlement politique pour mettre un terme à cette guerre brutale.

M. Gimolieca (Angola) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. O'Brien, et Mme Hoff de leurs exposés.

Malheureusement, nous devons composer avec l'incapacité du Conseil de sécurité et de la communauté internationale à progresser vers le règlement de la situation en Syrie. La situation dans la ville d'Alep est la plus inquiétante. Le mois dernier, nous avons été témoins d'une détérioration dramatique de la situation humanitaire dans cette ville historique, et, de ce fait, l'immense majorité de la population n'a pas accès aux produits de première nécessité et à une assistance vitale. Les terribles combats ont fait un nombre incalculable de morts et de blessés parmi la population civile. La destruction d'infrastructures essentielles, notamment des hôpitaux, des dispensaires et des ambulances, et le manque de personnel médical font augmenter de manière exponentielle le nombre de morts, de blessés et de personnes déplacées, dépassant largement la capacité de l'ONU et des autres organismes humanitaires à accomplir leur devoir.

Pendant ce temps, le Conseil de sécurité demeure incapable de générer un semblant d'unité pour exprimer une position commune sur la question, tout en étant témoin, au quotidien, de violations flagrantes des principes les plus élémentaires du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. La dernière escalade des combats dans l'est d'Alep est des plus regrettables. Il est urgent de trouver le moyen de mettre nos divergences politiques de côté et d'axer de nouveau notre attention sur la tenue d'une nouvelle série de pourparlers politiques. Tout en comprenant les implications géopolitiques en jeu pour les grands acteurs de la région et au-delà, nous ne pouvons accepter que les civils innocents continuent de souffrir. C'est pourquoi nous appuyons le projet de résolution présenté par l'Égypte, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne appelant les parties à cesser les combats pendant au moins 10 jours afin de permettre et de faciliter l'accès immédiat, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire fournie par l'ONU et ses partenaires d'exécution à l'ensemble de la ville d'Alep pendant une période assez longue. Ce serait, selon nous, un premier pas important vers la reprise de négociations, qui à long terme sont la meilleure solution pour mettre fin au conflit.

Nous demandons une nouvelle fois aux membres du Conseil d'oublier un instant leurs divergences et rivalités politiques et d'agir dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales. Voilà trop longtemps que le Moyen-Orient est victime de conflits et de crises humanitaires, et les répercussions de notre incapacité de résoudre les problèmes se font sentir dans le monde entier. L'influence réelle de certaines puissances régionales, ainsi que celle que plusieurs membres du Conseil peuvent avoir les parties intéressées, devrait servir à encourager une solution politique au conflit plutôt qu'à fournir des armes et du matériel létal aux parties en conflit qui sont en quête d'une solution militaire impossible.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Nous sommes reconnaissants pour les deux exposés qui ont été

présentés aujourd'hui et qui ne font qu'ajouter au tableau extrêmement sombre que nous observons tous depuis de nombreux mois maintenant. La situation en Syrie continue de susciter l'inquiétude. Après six années de conflit, il n'y a toujours aucun signe d'avancée durable vers une solution politique. Les forces du régime et de ses alliés poursuivent toujours leur objectif consistant à modifier l'équilibre militaire et à créer une nouvelle réalité sur le terrain. Si l'histoire récente de ce conflit nous enseigne quelque chose, c'est bien que cette logique fragile est vouée à l'échec.

Ces trois derniers mois, il y a eu quatre offensives et contre-offensives, les parties en conflit prenant, perdant et reprenant tour à tour du terrain. Il n'y a pas de gagnant à ce jeu-là, et on ne connaît que trop les perdants, ce sont les civils, qui continuent de souffrir des ambitions guerrières des faucons. Nous nous associons à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui, dans un communiqué publié le 16 novembre, a condamné les attaques contre six hôpitaux en Syrie perpétrées entre le 13 et le 15 novembre au moyen de bombardements aériens. Ces chiffres sont voués à augmenter étant donné la nouvelle puissance de feu fournie par les renforts de la Fédération de Russie et la participation active du groupe aéronaval de combat formé autour du porte-avions *Amiral Kouznetsov* dans le bombardement d'Alep, d'Edleb et de Homs.

Cela a l'air d'une blague, mais hier sur le compte Twitter de l'Ambassade russe aux Émirats arabes unis on pouvait lire que « les hôpitaux prétendument détruit #Alep n'existent que dans l'esprit de John Kirby, le porte-parole du Département d'État des États-Unis ». Nous sommes par ailleurs extrêmement préoccupés par les informations récentes en provenance de l'OMS, selon lesquelles aucun hôpital n'est plus opérationnel désormais dans l'est d'Alep après plusieurs jours d'intenses bombardements aériens.

Le Président Al-Assad a été très présent récemment dans les médias. Dans une interview donnée le 16 novembre à la Rádio e Televisão de Portugal, il a clairement dit qu'il continuait de considérer toutes les forces présentes à Alep et dans d'autres provinces en conflit comme des terroristes. Malheureusement, on assiste à certaines tentatives de redonner au Président syrien un rôle dans l'avenir du pays. Un basculement dans la politique des grandes puissances à l'égard de la transition politique en Syrie risquerait de se traduire par davantage d'instabilité dans tout le Moyen-Orient.

Nous soulignons la nécessité urgente d'établir les responsabilités dans les actes qui sont commis en Syrie. Nous nous félicitons du fait que la commission d'enquête des Nations Unies a entamé son travail pour faire la lumière sur les circonstances de l'attaque ayant visé le 19 septembre une opération de secours menée à Ouroum el-Koubra par l'ONU et le Croissant-Rouge arabe syrien, et nous attendons avec intérêt ses conclusions. Nous demandons par ailleurs l'ouverture immédiate d'une enquête sur le massacre survenu le 26 octobre contre l'école du village de Haas, dans la province d'Edleb, qui a coûté la vie à plusieurs enfants et autres civils. Les auteurs de ces actes effroyables semblent être sûrs de pouvoir agir en toute impunité et sans craindre la justice. Nous devons leur prouver le contraire.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Avant toute chose, je voudrais dire que nous apprécions vivement le travail du personnel humanitaire de l'ONU en Syrie et que nous l'appuyons. Nous n'avons nul besoin d'être convaincus de l'importance d'aider ce personnel, ni de l'importance d'aider l'ONU. Les insinuations de l'Ambassadeur Rycroft à cet égard sont malhonnêtes. De quoi parle-t-il exactement?

Premièrement, il faut aborder la situation de manière professionnelle. Grâce aux efforts incessants des experts russes, le nombre de zones résidentielles syriennes couvertes par des accords de cessez-le-feu locaux s'établit désormais à 961. Soixante-dix groupes armés d'opposition ont officiellement rejoint le régime de cessation des hostilités. Les discussions avec les chefs de plusieurs groupes armés se poursuivent dans diverses provinces. La Russie continue de fournir une aide humanitaire importante à la population syrienne.

Nous recherchons activement le moyen d'améliorer la situation à Alep. Comme nous le savons tous, les quartiers est de cette ville extrêmement importante sur le plan stratégique sont actuellement contrôlés par des groupes armés dirigés par les terroristes du Front el-Nosra. La séparation promise depuis longtemps entre l'opposition modérée et les partisans du Front el-Nosra n'a toujours pas eu lieu. Nous continuons d'être inondés de chiffres qui font état d'un nombre toujours plus réduit de combattants du Front el-Nosra, chiffres qui proviennent de la presse voire des réseaux sociaux de l'opposition. Que valent ces sources? Elles ne font que perpétuer une situation intolérable alors que des milliers de civils pacifiques sont pris en otage. Quel est le but recherché? Est-ce le désir de conserver à tout prix une

poche de résistance antigouvernementale contrôlée par les terroristes? Nous sommes extrêmement préoccupés par les informations selon lesquelles des manifestations de civils pacifiques exigeant que les radicaux quittent la ville auraient été réprimées dans la violence. À l'heure actuelle, nos équipes d'experts poursuivent leurs contacts bilatéraux avec les États-Unis et nous espérons qu'une solution appropriée pourra être trouvée.

En octobre, le Conseil de sécurité a tenu une séance (voir S/PV.7785) durant laquelle nous avons pu discuter en détail des raisons qui ont conduit à l'interruption de l'opération humanitaire, suite à l'entreprise de sabotage menée par plusieurs groupes armés illégaux et le soi-disant « conseil local » dans le contexte d'opérations pour le moins inappropriées mises en place par certaines entités des Nations Unies, qui savent bien de quoi je parle et qui, à ce que je me suis laissé dire, aujourd'hui le regrettent. Nous ne pouvons pas permettre que ce genre de chose se reproduise. À partir de maintenant, il faut que les insurgés, y compris ceux d'Ahrar el-Cham et du Bataillon Noureddine Zanki, confirment publiquement – et que ceux qui les soutiennent s'en portent garants – qu'ils coopéreront avec les organismes spécialisés des Nations Unies pour que les opérations humanitaires puissent se dérouler sans entrave ni obstacle artificiel. Il ne peut y avoir aucun marchandage, aucun troc où l'évacuation des malades et des blessés se ferait en échange de nourriture et de médicaments pour les insurgés.

C'est aussi ce que nous attendons du conseil local de l'est d'Alep. Nous espérons en particulier que nos collègues britanniques et français pourront faire quelque chose à cet égard, puisqu'une délégation de ce conseil local a été reçue au plus haut niveau à Paris. Voilà ce dont mes collègues devraient parler, des efforts qu'ils déploient eux-mêmes, et non de ce que la Russie devrait ou pourrait faire. Ils devraient parler de leurs propres efforts. Nous sommes des États, après tout. Nous avons découvert qu'il existe deux de ces conseils, qui fonctionnent grâce à un soutien étranger. Un d'eux est situé à Gaziantep. L'autre se trouve en Syrie, à l'extérieur d'Alep. Ni l'un ni l'autre n'est chargé de maintenir l'ordre public. Il n'est guère envisageable de considérer que ces conseils sont des organes représentatifs des gouvernements locaux dans l'est d'Alep. Ils ne se trouvent même pas à Alep. Officiellement, leurs mandats sont terminés. Ne l'oublions pas.

Nous avons également remarqué que chaque mois, nous apprenons dans les rapports de l'ONU qu'un nombre croissant de personnes peuplent les zones assiégées. Cela est invariablement dû au fait que les agglomérations sont sous le contrôle de groupes armés. L'objectif de ces distorsions mathématiques est évident. Elles visent à présenter le Gouvernement syrien comme le principal responsable des souffrances. Si tel est le cas, c'est une approche inacceptable. Nous ne savons pas exactement de quelle manière s'effectuent ces calculs, car les missions d'évaluation des Nations Unies n'ont pas accès aux territoires assiégés. Néanmoins, ces missions fournissent régulièrement des statistiques qui ne reposent sur rien.

Dans le même temps, le nombre de personnes qui ont besoin d'une assistance humanitaire dans les territoires contrôlés par le Gouvernement est constamment sous-estimé. Il existe des cas intéressants, notamment celui du communiqué en date du 20 avril, qui affirme que Deïr el-Zor – assiégé par l'État islamique d'Iraq et du Levant – compte 200 000 habitants. Le 3 mai, ce nombre était estimé à 110 000. Nous suivons attentivement les événements sur place car, contrairement à ce qui a été décrit avec hypocrisie par certains comme une opération de soutien, nous sommes en train de mener une opération de lutte antiterroriste dans le pays. Oui, nous soutenons le Gouvernement.

Les dernières informations concernant les attaques contre des infrastructures civiles sont de la propagande pure et simple. Ces informations ne sont pas objectivement vérifiées. Selon ces informations, tout ce que font les Syriens est de bombarder des installations sanitaires et d'intensifier ces attaques juste avant les réunions du Conseil de sécurité. Si nous additionnons toutes les données concernant les attaques contre des installations sanitaires, nous pourrions être surpris par le nombre de ces installations – qui n'existaient pas dans la Syrie d'avant-guerre. Dans le même temps, nous ne cessons d'entendre dire qu'il n'existe plus d'installations sanitaires opérationnelles. Ce type d'information nous parvient systématiquement à la veille d'une réunion du Conseil de sécurité.

Du fait des bombardements dans l'est d'Alep, l'ONU a quitté l'ouest d'Alep. Pourquoi ne parlons-nous pas de cela aujourd'hui? Comment se fait-il que les attaques contre des ambassades situées à Damas ne sont pas condamnées? Si l'ONU n'est pas présente à Alep, Dieu sait quelle est la source des informations la concernant, qui sont reprises par divers pays et organisations non gouvernementales à l'extérieur de la Syrie. Ces données sont intentionnellement falsifiées.

Je tiens à souligner que l’on ne précise jamais où se situent les prétendus hôpitaux mobiles contrôlés par des combattants rebelles qui reçoivent un appui de partenaires occidentaux. Lorsque nous avons demandé à ce que soit effectué un échange d’informations honnête, c’est précisément ce que nous avions à l’esprit.

Ma collègue des États-Unis, Mme Power, a tout à fait raison. Je réaffirme que depuis le 18 octobre, l’armée de l’air russe n’a effectué aucune frappe aérienne sur Alep ni sur un rayon de 10 kilomètres autour de la ville. Nous attendons de l’opposition modérée qu’elle se dissocie des groupes terroristes. C’est une tâche urgente.

Je dois dire que du fait des efforts de nos partenaires – les déclarations prononcées aujourd’hui en témoignent – les efforts du Conseil en vue d’un règlement du dossier syrien prennent un aspect de plus en plus virtuel, ce qui n’a rien à voir avec les réalités du conflit en cours en République arabe syrienne. Je rappelle par exemple les nombreux appels adressés aux Gouvernements syrien et russe. Mais qui va travailler avec les individus envoyés en Syrie et auxquels on a fourni de l’argent? Pouvons-nous imaginer ce que représente pour une Syrie laïque, qui observe une longue tradition de coexistence de diverses confessions et religions, la présence de combattants étrangers? Évaluons cette question dans un esprit professionnel. Quelle sens cela revêt-il pour eux? Qui va accepter de travailler avec ces individus? Il semble que personne ne le souhaite. Le conflit a d’abord été déclenché. Il suscite une crainte et diverses mesures sont dictées par cette crainte. C’est ce qui est en train de se passer.

Certains veulent rassembler le monde entier dans un tribunal. Ces parties en sont arrivées au point d’établir des listes d’officiers et de généraux syriens. Cependant, si elles se prétendent impartiales, où sont les noms des terroristes? Qui va traiter avec eux? Peut-être ces parties ont-elles fini par avoir peur d’eux. Essayons de ne pas être hypocrites. Ces parties ont oublié leur règle d’or concernant la présomption d’innocence en identifiant préventivement les responsables, alors qu’une telle conclusion devrait être l’aboutissement d’une procédure juridique. C’est élémentaire, et je suis pourtant amené à le dire au Conseil de sécurité.

Par ailleurs, j’ai écouté attentivement les collègues avec lesquels je m’entretiens quotidiennement sur diverses questions. Leur dureté me laisse à penser que leurs plans ne se déroulent pas comme prévu, qu’un obstacle s’est présenté et qu’ils ne parviennent pas à supprimer un énième régime et à détruire un pays de plus au Moyen-Orient. Ils ne peuvent faire cela. Cependant, il n’est jamais trop tard pour renoncer à essayer. Les portes de la coopération restent ouvertes.

M. Suárez Moreno (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. O’Brien et Mme Hoff de leurs présentations.

La République bolivarienne du Venezuela est préoccupée par la situation humanitaire en Syrie. C’est pourquoi elle salue les efforts que déploient les organismes humanitaires qui, en dépit de l’intensité du conflit et du niveau de risque élevé, effectuent un travail extraordinaire pour venir en aide à des millions de Syriens. Nous nous félicitons que les organismes humanitaires soient parvenus à acheminer 28 camions jusqu’à Douma hier. Nous nous félicitons également que les fonds nécessaires pour continuer de fournir une aide humanitaire à plus de 2,8 millions de personnes aient été réunis.

La question de l’aide humanitaire doit être traitée de manière équilibrée, objective et impartiale. C’est pourquoi nous estimons que si la situation humanitaire à Alep exige que la communauté internationale prenne des mesures immédiates, il faut tenir compte du fait qu’une aide continue d’être fournie dans d’autres zones du pays en dépit des difficultés liées au conflit armé.

Le terrorisme est la cause du drame humanitaire qui se joue en Syrie. Des groupes tels que l’État islamique d’Iraq et du Levant (EIIL), le Front el-Nosra et leurs associés constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales, et il faut les combattre dans le respect du droit international. Dans le cas d’Alep, les pauses humanitaires offertes par les autorités depuis le 18 octobre ont été bloquées par le Front el-Nosra et ses associés, qui empêchent les civils de quitter les zones touchées. Récemment, nous avons constaté que les habitants de l’est d’Alep manifestent contre les groupes terroristes qui non seulement les utilisent comme boucliers humains, mais qui les privent également du peu de vivres disponibles.

À cet égard, nous nous demandons pourquoi la prétendue opposition modérée ne s’est pas dissociée des groupes terroristes. Parce qu’ils ne sont pas aussi modérés qu’ils voudraient le faire croire à la communauté internationale? Il reste clair que la relation de complicité entre les groupes terroristes dans l’est d’Alep et la prétendue opposition modérée constitue un obstacle important au rétablissement de la paix en Syrie. De même, la menace de l’EIIL persiste à Raqqah et Deïr

el-Zor. Ces deux provinces constituent un véritable défi en ce qui concerne l'acheminement de l'aide humanitaire. Refuser à la population civile l'accès à l'aide humanitaire est désormais devenu la norme pour l'EIIL et le Front el-Nosra. Ces deux groupes terroristes et leurs partenaires sont devenus des menaces imminentes à la paix et à la stabilité de la région. Nous devons lutter contre leur influence par tous les moyens nécessaires, dans le respect du droit international.

Nous tenons également à signaler notre préoccupation face à la destruction d'infrastructures et de services de base, comme les hôpitaux, et les services de distribution de l'eau et de l'électricité. Comme Mme Elizabeth Hoff l'a indiqué il y a quelques minutes, avant que la guerre n'éclate, la Syrie avait l'un des systèmes de soins de santé les plus avancés au Moyen-Orient, mais en raison de la guerre qui depuis maintenant six ans est financée depuis l'étranger, le système de soins de santé a été dévasté. C'est pourquoi nous appelons les parties et ceux qui ont une influence sur elles à reprendre les négociations politiques aussi rapidement que possible, sans conditions préalables, afin que nous puissions parvenir à un règlement de ce conflit, qui a causé tant de souffrances à la population. La prolongation dudit conflit ne fera qu'entraîner plus de souffrances et de destructions pour le peuple syrien.

M. van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je remercie M. Stephen O'Brien et Mme Elizabeth Hoff pour leurs exposés. Je les félicite, ainsi que leur personnel, pour leur courage et leur détermination à persévérer dans des conditions aussi difficiles et décourageantes.

M. O'Brien a demandé pourquoi le Conseil tient cette séance. Nous aurions pu poser la même question au cours de chacun des 12 derniers mois. Le Conseil a été impuissant à remédier au problème fondamental qui afflige la Syrie. Un travail important a été accompli contre la menace spécifique des armes chimiques et, comme nous l'a rappelé M. O'Brien, une importante aide humanitaire a pu être acheminée grâce aux arrangements transfrontières réclamés par le Conseil. Mais, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, l'accès à travers les lignes de front, également demandé par le Conseil, a été systématiquement rejeté, bloqué et entravé par le Gouvernement syrien ou des forces alliées. Et notre résolution 2286 (2016) sur les attaques contre le personnel médical ou des hôpitaux a été ignorée de manière flagrante, comme nous l'avons appris aujourd'hui.

Plus fondamentalement, le Conseil s'est montré impuissant face à la menace la plus grave qui pèse sur le peuple syrien, à savoir les sièges et les bombardements de civils, en particulier à Alep, et, comme on nous l'a rappelé aujourd'hui, dans d'autres régions de la Syrie également. Je ne vais pas revenir sur les horreurs dues à notre inaction. Elles ont été décrites plus qu'adéquatement par M. O'Brien, Mme Hoff et d'autres. Lorsque je regarde autour de la salle aujourd'hui, j'ai le sentiment de voir sur le visage de mes collègues une partie de la honte que je ressens moi-même. Au lieu de réagir aux violations flagrantes de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité s'est essentiellement cantonné au rôle de témoin des horreurs qui nous ont été décrites encore une fois aujourd'hui.

La situation en Syrie est horrible et complexe et de nombreux acteurs, externes et internes, y jouent un rôle. Les groupes terroristes y ont un rôle particulièrement inutile. Toutefois, sans même parler de la zone occupée et contrôlée par l'État islamique d'Iraq et du Levant, toute notre belle langue diplomatique ne parviendra pas à faire oublier que nous assistons à la destruction d'un pays et de son peuple, une destruction qui est le fait du Gouvernement et qui bénéficie de l'appui d'un membre du Conseil de sécurité.

Comme chacun sait, après les vetos du mois dernier (voir S/PV.7785), la Nouvelle-Zélande a tenté de déposer un projet de résolution qui aurait exigé une cessation de toutes les attaques susceptibles de tuer ou de blesser des civils en Syrie, notamment à Alep. Il est extrêmement frustrant que le Conseil n'ait pas pu se rallier à une proposition aussi simple et fondamentale. Néanmoins, la Nouvelle-Zélande, de concert avec l'Égypte et l'Espagne, propose de nouveau un projet de résolution à l'ambition tout aussi modeste. En fait, nous considérons que c'est là le moins que le Conseil puisse faire. Ce projet aborde le conflit dans une perspective humanitaire, établit une pause de 10 jours à Alep afin que l'ONU et ses partenaires puissent acheminer de l'aide et évacuer les malades, et rétablit la cessation des hostilités dans le reste du pays. Il aborde également certaines des questions les plus difficiles, à savoir la séparation et le processus politique, mais n'essaie pas de donner toutes les réponses. Nous savons que des conversations se tiennent ailleurs. Le projet de résolution se veut complémentaire de ces conversations. Nous sommes déterminés à faire avancer ce projet de résolution et nous exhortons tous les membres du Conseil à nous aider en paroles et en actes.

M. Ibrahim (Malaisie) (*parle en anglais*) : Nous remercions M. Stephen O'Brien et M[me] Elizabeth Hoff pour leurs exposés. Trop souvent, les exposés continuent de décrire une réalité brutale et terrifiante, résultat de notre incapacité à mettre fin aux souffrances des Syriens dans l'est d'Alep. Le récit horrifiant que fait M. O'Brien de la situation terrible que vivent des innocents nous afflige. Il y a cinq jours à peine, une reprise de l'offensive tous azimuts contre la ville assiégée a mis fin à une brève pause dans les bombardements aériens et au calme relatif qui régnait sur Alep. Et encore une fois, des dizaines d'innocents ont trouvé la mort.

Il ne peut, nous dit-on, y avoir aucun compromis dans la lutte contre le terrorisme. Le bombardement délibéré d'hôpitaux semble indiquer que rien ne doit être épargné. Le fait que tous les hôpitaux d'Alep sont en ruines est extrêmement choquant. Nous sommes épouvantés par le fait que des civils, notamment des femmes et des enfants, aient dû être soignés dans des hôpitaux de fortune mis en place dans des maisons près des lignes de front afin d'éviter d'être ciblés. Ces hôpitaux temporaires ne pourront jamais être aussi efficaces et cette situation désespérée est encore aggravée par la pénurie et le manque de fournitures médicales et d'exercice d'évacuation médicale depuis le milieu de l'année.

La reprise des frappes aériennes et du bombardement d'Alep la semaine dernière signifie que l'espoir d'acheminer de l'aide humanitaire aux civils a considérablement diminué. Nous sommes préoccupés par ce qu'a rapporté M. O'Brien tout à l'heure, à savoir que les dernières rations alimentaires sont en train d'être distribuées et que d'ici la semaine prochaine il n'y aura plus rien à distribuer en l'absence de nouvelles livraisons. Si celles-ci n'arrivent pas, le prochain rapport fera état de décès massifs dus à la famine, ce que nous aurions pu aider à éviter. Il est regrettable que depuis quatre semaines, l'ONU n'ait pas été autorisée à avoir un accès humanitaire, en dépit du calme relatif que connaît Alep. Alors que l'hiver approche, nous appelons toutes les parties au conflit à autoriser l'acheminement d'une assistance humanitaire au travers d'une approche coordonnée avec l'ONU. C'est un exercice que l'ONU s'est constamment dite prête à mener sans tarder.

Outre les hostilités à Alep, ma délégation est également préoccupée par l'escalade militaire à Edleb et à Homs. Si la Malaisie est d'accord pour éliminer le terrorisme et sa menace, cette lutte ne doit pas se faire aux dépens de civils innocents. Les châtiments collectifs insensés doivent cesser. Hier encore, plusieurs écoles auraient été la cible de frappes aériennes à Edleb, ce qui indique bien que l'objectif de la guerre est d'infliger le plus de souffrances possibles à des populations vulnérables. Des enfants, dont certains sortaient de leur école, ont été tués. Ces incidents doivent faire l'objet d'enquêtes et les responsables doivent en rendre compte.

Avant de conclure, je voudrais me joindre aux autres membres du Conseil pour demander à l'ONU de mettre en oeuvre son plan relatif à Alep et à la Syrie dans son ensemble. Nous avons l'obligation de mettre fin à la situation déprimante que subissent des Syriens innocents. Nous sommes saisis d'une proposition faite par les rédacteurs humanitaires réclamant une réponse du Conseil face à la situation en Syrie, et nous devons faire en sorte que cette quatrième tentative compte pour quelque chose. Nous engageons instamment ceux qui peuvent faire une différence à écouter la voix de leur conscience et à arrêter toutes ces atrocités.

Nous rendons hommage au Bureau de la coordination des affaires humanitaires et à l'ensemble des acteurs humanitaires sur le terrain pour les efforts courageux et inlassables qu'ils déploient pour soulager les souffrances des hommes, des femmes et des enfants syriens. Nos pensées et nos condoléances accompagnent la famille de M. Husein Muhsen, un travailleur humanitaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient tué lors d'une frappe aérienne tandis qu'il aidait des réfugiés palestiniens du camp de Khan Eshieh il y a tout juste une semaine. La ténacité de nos camarades en Syrie doit au minimum être récompensée par un signe montrant que le Conseil n'est pas indifférent. Le Conseil a un devoir à accomplir, et il doit prendre des mesures face à la situation qui se détériore en Syrie. Il doit mettre fin aux tueries et destructions insensées.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : Je remercie surtout Stephen et Elizabeth, pour leurs exposés et le splendide travail qu'ils accomplissent. J'exprime également mes vifs remerciements à l'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, qui a parfaitement expliqué les efforts que son pays ainsi que l'Égypte et l'Espagne déploient afin que soit adoptée une série de mesures pour limiter les combats à Alep, de manière à pouvoir distribuer l'aide humanitaire dans la ville.

En effet, face à la catastrophe humanitaire décrite par M. O'Brien, aucun message n'est suffisant. Nous avons entendu aujourd'hui des cas d'attaques délibérées

contre des médecins et des hôpitaux, telles celles dénoncées par Médecins Sans Frontières ce week-end, qui ont détruit le dernier centre de soins pédiatriques de l'est d'Alep. Les violations du droit international humanitaire sont incessantes et commises chaque jour.

Ma délégation ne se résigne pas. Nous devons faire plus que condamner mais si cela semble assurément difficile. Nous appuyons naturellement les efforts de l'Envoyé spécial qui était à Damas ce week-end pour rechercher une solution aux problèmes les plus pressants auxquels le pays est confronté. Nous ne doutons pas que les pourparlers de Genève pourront donner des résultats. Cependant, dans l'intervalle, c'est au Conseil de sécurité qu'il incombe de mettre fin à l'escalade de la violence dans le pays et de rétablir la cessation des hostilités. C'est également au Conseil que revient la responsabilité d'aborder la séparation entre terroristes et opposants.

Nous nous trouvons maintenant à un tournant en ce qui concerne la guerre en Syrie. Nous pouvons essayer de protéger la population d'Alep et de rétablir la cessation des hostilités dans tout le pays, ou nous pouvons laisser le conflit sombrer dans une nouvelle spirale de violence aux conséquences imprévisibles. Entre ces deux options, l'Espagne appuie fermement la première. Comme je l'ai dit au début, nous continuerons de travailler avec l'Égypte et la Nouvelle-Zélande, dans quelques minutes dans le cadre de consultations, et avec nos autres partenaires au Conseil de sécurité pour essayer d'atteindre cet objectif.

M. Shen Bo (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie d'emblée le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, et la représentante de l'Organisation mondiale de la Santé, Mme Hoff, de leurs exposés.

La situation humanitaire dans certaines parties de la Syrie, y compris Alep, est très grave. Il y a de très nombreuses victimes civiles et des attaques ont ciblé des installations civiles et établissements de soins de santé. La Chine condamne toute attaque contre des infrastructures civiles ou humanitaires. Nous compatissons aux souffrances de la population syrienne. Nous exhortons toutes les parties en Syrie à faciliter les secours que s'emploie à apporter la communauté internationale en garantissant un accès humanitaire sans entrave pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée en temps voulu et en toute sécurité.

La communauté internationale doit également œuvrer de concert pour prendre des mesures rapides afin d'apaiser les tensions et de créer des conditions propices à la distribution de l'aide humanitaire et à la promotion d'un règlement politique de la question.

Tout en nous employant à remédier à la situation humanitaire en Syrie, nous ne devons pas oublier qu'il est nécessaire de lutter contre le terrorisme. Des terroristes et des organisations terroristes en Syrie lancent des attaques répétées, ce qui entrave sérieusement les efforts humanitaires. La communauté internationale doit mieux coordonner ses efforts, adopter les mêmes règles et combattre résolument toutes les organisations terroristes désignées par le Conseil.

Un règlement politique est le seul moyen viable de régler la question syrienne, et la communauté internationale doit maintenir le cap à cet égard. Toute mesure prise par le Conseil concernant la question syrienne doit véritablement améliorer la situation dans le pays et vraiment servir à promouvoir le processus politique et faire avancer les efforts de secours humanitaires et la lutte contre le terrorisme. La Chine continuera d'appuyer les efforts de médiation de l'Envoyé spécial, M. Staffan de Mistura.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Je remercie M. O'Brien et Mme Hoff des exposés qu'ils ont présentés au Conseil.

Je tiens d'abord à réaffirmer ce qu'a déjà convenu la communauté internationale à maintes reprises, à savoir qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise en Syrie et que, pour préserver l'unité et la souveraineté de la Syrie, répondre aux aspirations du peuple frère syrien à un avenir de liberté et de démocratie, et s'attaquer aux foyers terroristes qui se sont implantés dans le pays, un règlement politique global s'impose, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève, et ce, dans le cadre de négociations directes et globales entre le Gouvernement syrien et l'opposition afin de parvenir à un accord sur la phase de transition.

Au Conseil, l'Égypte continue, en coopération avec ses partenaires, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande, de s'employer à améliorer la situation humanitaire en Syrie, notamment à Alep, compte tenu des conditions particulières dont souffre la ville. Conscients que le Conseil ne peut proposer une solution définitive, étant donné que le processus politique repose essentiellement sur un accord entre les parties syriennes, nous avons présenté une approche claire au Conseil, par un projet de résolution, comme étape décisive à l'heure actuelle pour faciliter la réalisation de cet objectif. Nous espérons

que le Conseil pourra appuyer cette approche le plus rapidement possible.

Cette approche comprend l'arrêt des opérations militaires à Alep pour une période de 10 jours permettant l'accès humanitaire ainsi que l'application immédiate de la cessation des hostilités en Syrie de manière générale dans le but de parvenir à un cessez-le-feu total conformément à la résolution 2268 (2016), en renforçant les instruments de suivi de la mise en œuvre. Cette approche tient également compte de la nécessité de lutter contre le terrorisme et de mettre fin à la coopération de toute partie en Syrie avec les groupes terroristes, qui contrôlent maintenant une grande partie du territoire syrien. Il faut en outre œuvrer pour que des négociations sérieuses commencent entre les parties syriennes concernant la phase de transition, conformément au Communiqué de Genève et à la résolution 2254 (2015).

Je formule à nouveau l'espoir que le Conseil de sécurité parviendra à adopter cette approche le plus rapidement possible. J'appelle également une nouvelle fois toutes les parties en Syrie et en dehors du pays à laisser de côté les divergences politiques afin de mettre fin à la tragédie humanitaire dont seul le peuple frère syrien subit les effets.

Le Président : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant du Sénégal.

La délégation sénégalaise, comme celles qui l'ont précédée, exprime ses vifs remerciements à M. Stephen O'Brien et à Mme Elizabeth Hoff pour leurs exposés.

Au cri du cœur de M. O'Brien et à l'appel que fait Mme Hoff à notre humanité, le Conseil répond malheureusement encore une fois par un étalage public de son manque d'unité, de sa division, de son manque de volonté politique, bref, de son impuissance à agir concrètement sur l'un quelconque des différents volets de la crise, j'allais dire de la tragédie syrienne – dimension politique, dimension humanitaire, dimension sécuritaire, mais aussi comme nous l'avons vu ici jeudi dernier (voir S/PV.7815), dimension de non-prolifération. Pendant ce temps se poursuit la descente dans l'horreur et la souffrance de la population syrienne. Pendant ce temps s'accroît le risque de partition de ce grand et beau pays. Pendant ce temps s'incrustent avec leurs tentacules les terroristes de tout bord. Pendant ce temps, le riche patrimoine culturel de la Syrie est en train d'être détruit et fait l'objet de trafic. C'est pour empêcher tout cela que la délégation sénégalaise voudrait appeler le Conseil à un véritable sursaut, le peuple syrien à un véritable sursaut national.

L'initiative courageuse entreprise par les rédacteurs – j'ai cité la Malaisie, l'Espagne et la Nouvelle-Zélande – initiative qui veut l'adoption d'un nouveau projet de résolution pour mettre fin à la violence en Syrie et à Alep plus particulièrement, nous paraît salutaire. Nous devons la soutenir, parce que nous le devons à la population syrienne martyre, nous le devons aux valeureux travailleurs et travailleuses humanitaires de tout bord qui, sans relâche, se déploient en sacerdoce sur le terrain syrien pour soulager les populations civiles. C'est dans cet esprit que je voudrais inviter les membres du Conseil de sécurité, tout à l'heure quand nous nous retirerons en consultations privées, à tenter de trouver une petite lueur d'espoir. Nous le devons, puisque nous sommes tous d'accord qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit. Œuvrons donc à la recherche d'une solution politique. Ce faisant, nous lancerions un message d'espoir aux discussions à Lausanne et à Genève et renouvellerions notre appui au Groupe international de soutien pour la Syrie, en particulier aux Coprésidents, pour qu'il œuvre à donner un souffle nouveau à l'accord de cessation des hostilités.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Le représentant de la Russie a demandé la parole pour faire une déclaration supplémentaire.

M. Safronkov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais simplement qu'il soit pris acte du fait que nous assistons, au sein du Conseil de sécurité, à la normalisation d'une culture de comportement inacceptable. Lorsque le Représentant permanent de la République arabe syrienne a pris la parole, d'autres représentants permanents se sont levés avec ostentation et ont quitté la salle. Nous pensons que cette conduite trahit leur manque de courage pour écouter une déclaration faite par un collègue professionnel. C'est inacceptable.

Le Président : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) : Je voudrais m'associer aux nobles propos que mon collègue, le représentant de la Fédération de Russie, a formulés à mon égard. Cela dit, et puisque les trois mousquetaires ont quitté la salle et que les protagonsites du système de brouillage moral se mettent eux-mêmes hors d'état de nuire et d'empoisonner nos discussions importantes sur

mon propre pays, la Syrie, je peux maintenant faire ma déclaration tranquillement.

(*l'orateur poursuit en arabe*)

Avant toute chose, je salue la présence de Mme Hoff, qui se joint à nous depuis Damas, la plus ancienne capitale au monde. Je réitère la nécessité d'inviter les représentants de l'ONU présents dans mon pays, car ce sont effectivement des témoins oculaires en mesure d'informer le Conseil de sécurité sur les faits avec beaucoup plus de précision que les bureaucrates du Secrétariat ici à New York.

Qu'il me soit permis tout d'abord de communiquer à mes collègues une information au sujet d'un nouveau massacre commis contre des civils syriens par les avions de guerre de la prétendue coalition internationale dirigée par les États-Unis. Plus de 10 civils ont péri dans ce raid lancé par des avions de guerre américains contre le village d'al-Salhiya dans la région rurale du nord de la province de Raqqa. D'autres avions de guerre de la même coalition ont pris pour cible une usine de coton dans le même village, y faisant des martyrs : trois ouvriers et une famille entière de six membres originaire d'une autre région. Voilà ce qui s'est produit aujourd'hui en raison des raids aériens menés par l'aviation des États-Unis d'Amérique.

Naturellement, je ne répondrai pas aux déclarations de certains collègues. Je voudrais, toutefois, répondre à celle de la représentante des États-Unis, qui a indiqué avoir été informée, par un témoin oculaire parmi les terroristes parrainés par son gouvernement dans l'est d'Alep, que des avions de guerre syriens et russes ont mené 180 raids aériens rien que samedi. En diplomate chevronnée, elle a, bien sûr, cru le témoin oculaire, qui s'est avéré être un terroriste du Front al-Nosra, un groupe que son propre gouvernement a qualifié de terroriste ici au Conseil. Voilà l' hypocrisie et les mensonges que nous entendons dans certaines séances inutiles consacrées à la situation humanitaire de mon pays!

Elle a affirmé de façon mensongère que des tracts avaient été lâchés par l'armée de l'air syrienne, exhortant les civils de l'est d'Alep à partir, sinon ils seraient tués. C'est du moins ce qu'a déclaré la représentante des États-Unis. De tels propos ne représentent que des mensonges s'ajoutant à des mensonges et, franchement, ils sont honteux. L'armée de l'air syrienne a effectivement lâché des tracts sur l'est d'Alep, pour demander aux civils de s'éloigner des groupes armés terroristes se trouvant dans la ville et de quitter l'est d'Alep. Le Gouvernement syrien a ouvert six couloirs humanitaires pour les civils et deux pour les combattants qui souhaitaient quitter l'est d'Alep. Toutefois, les terroristes, bien entendu, ne sont pas partis et n'ont pas permis que les civils partent, car ils s'en servent comme boucliers humains.

En tout état de cause, si certains gouvernements sont préoccupés par les terroristes dans l'est d'Alep, pourquoi ne leur remettent-ils pas des passeports ou des visas et ne les accueillent-ils pas chez eux? Si la représentante des États-Unis pense que l'arrivée aux États-Unis de 8 000 terroristes armés en provenance de l'est d'Alep aidera la population syrienne, alors que les États-Unis les prennent, surtout les non-Syriens. Dans un rapport spécial du Comité contre le terrorisme, le Conseil de sécurité a déclaré qu'il y avait environ 80 000 terroristes étrangers dans mon pays, qui sont venus de plusieurs États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Cela a été déclaré par le Conseil. Cela semble être tombé dans l'oreille d'un sourd, dans le cas des Ambassadeurs des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France.

M. O'Brien n'a pas mentionné une seule fois le terrorisme dans son exposé. Il n'a pas utilisé une seule fois le mot terrorisme, comme s'il n'y avait pas le moindre terrorisme dans mon pays et que tout cela n'était qu'un épisode du dessin animé *Tom et Jerry* dans l'esprit de certains. Je respecte les observations formulées par mon collègue, l'Ambassadeur de l'Uruguay. Il s'est interrogé à juste titre au sujet des valeurs qui amènent un terroriste à tuer des civils. C'est une question fondée. Néanmoins, la réponse peut se trouver dans les centaines de lettres que nous avons envoyées au Conseil de sécurité pendant une période de cinq ans, lesquelles indiquent qui fait quoi sur le territoire syrien. Dans des centaines de lettres, nous avons expliqué la présence des terroristes sur le terrain. De nombreuses résolutions ont été adoptées, en particulier la résolution 2178 (2014) sur les mercenaires armés étrangers, et pourtant d'aucuns au Conseil ne savent toujours pas quel dieu, quelle religion ou quel takfiriste a apporté la rouille saoudienne et qatarienne dans mon pays, comme s'ils ignoraient ce fait et comme si ce que font les takfiristes se produisait en Somalie et non en Syrie.

À mon cher ami l'Ambassadeur de l'Uruguay, je le dis – les terroristes sont des takfiristes. Les terroristes takfiristes sont influencés par l'idéologie saoudienne et wahhabite. Autrement dit, toute personne qui ne partage pas les mêmes vues extrémistes qu'un takfiriste est un mécréant qui qu'on peut tuer. Les agissements de Daech

et d'El-Nosra se fondent sur les mêmes idées que celles qui prévalent en Arabie saoudite. Ils ont exporté leur terrorisme chez nous. Ils nous ont apporté des terroristes provenant du monde entier – des Australiens, des Canadiens, des Français, des Belges, des Espagnols, des Chinois, des Russes. La poubelle entière du terrorisme du monde a été déversée sur nous, et ensuite certains se demandent ce qui se passe en Syrie – qui tue qui, pourquoi l'aide humanitaire n'atteint pas l'est d'Alep, qui entrave l'acheminement de l'aide humanitaire jusqu'à l'est d'Alep? – comme s'il fallait une clef pour répondre à de telles questions, après cinq années de crimes commis contre mon pays.

Ce type de terrorisme est le même que celui qui sévit partout – en Iraq, en Libye, en Égypte, au Kenya, en Somalie, en Tanzanie, au Niger, au Tchad et au Nigéria. C'est le même terrorisme; ses racines sont les mêmes. Pourquoi soutenons-nous tous, sans exception, le combat mené par le Gouvernement et le peuple iraquiens contre le terrorisme? Nous le faisons parce que c'est un combat bien fondé. Le Gouvernement iraquien lutte contre le terrorisme. Nous luttons en Syrie contre exactement le même terrorisme. Le terrorisme à Alep est le même genre de terrorisme en œuvre à Mossoul, alors pourquoi sommes-nous condamnés tandis que les mêmes personnes qui nous critiquent appuient ceux qui luttent contre le même terrorisme à Mossoul? Notre ennemi, l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), est le même. Pourquoi ce système de deux poids, deux mesures?

N'oublions pas l'attaque aérienne des États-Unis contre l'Armée arabe syrienne à Deïr el-Zor. Deïr el-Zor est maintenant assiégée par l'EIIL. Il s'y trouve 300 000 personnes qui reçoivent des vivres aérolargués, simplement parce que l'armée de l'air des États-Unis a frappé l'Armée arabe syrienne à Deïr el-Zor. La représentante des États-Unis se souvient-elle des scènes théâtrales lors de la séance qui a immédiatement suivi cette attaque, et les affirmations selon lesquelles une erreur avait été commise? Deux jours plus tard, tous les ponts civils sur l'Euphrate ont également été frappés. C'était peut-être une erreur aussi; je ne le sais pas. En fait, la centrale électrique et les infrastructures dans l'est d'Alep ont également été frappées. Est-ce que c'est l'objectif de l'armée de l'air des États-Unis? Il y a eu 200 victimes lorsque Manbij a été frappée par l'armée de l'air française, et le même nombre après qu'elle a été frappée par l'armée de l'air britannique. Cela n'a pas de sens.

Les déclarations faites par les représentants de certains États et l'exposé du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires ont répondu à nos attentes pour la trente-troisième fois, avec leur même démarche négative et erronée de déformation des faits et de traitement à la légère des souffrances de la population syrienne. Cela révèle la politisation de la situation humanitaire, afin de diaboliser le Gouvernement syrien en vue de créer un mini-État terroriste dans mon pays, la Syrie. Tel est le plan – la création d'un mini-État terroriste en Syrie. C'est un fait. Ce sera une entité terroriste bénéficiant de l'appui des soutiens occidentaux du terrorisme, et c'est une preuve supplémentaire que de tels États n'ont aucune volonté ni aucun désir de mettre un terme aux souffrances de notre population et qu'ils continuent de nier les causes profondes de la crise en Syrie.

À cet égard, je le répète encore une fois : nous condamnons le fait que la crise dans mon pays, la Syrie, est traitée sans que les causes profondes en soient sérieusement examinées. Ces causes sont l'émergence et la propagation des groupes terroristes armés, le recrutement de dizaines de milliers de combattants terroristes étrangers soutenus par des États bien connus, et leur déploiement dans les quartiers, villages et villes où ils utilisent les civils comme boucliers humains. Je le répète aussi : certains États qui se servent aujourd'hui des souffrances du peuple syrien comme d'un outil bon marché pour satisfaire leurs objectifs politiques, en prétendant s'inquiéter de sa sécurité et de son bien-être, sont la principale cause de cette souffrance, soit parce qu'ils apportent un soutien direct aux groupes terroristes armés, soit parce qu'ils imposent des mesures coercitives unilatérales qui touchent directement les citoyens syriens. Et j'affirme une fois de plus : personne dans le monde n'est plus désireux que nous, le Gouvernement et le peuple syriens, de préserver la vie des Syriens, que ce soit à Alep, à Deraa, à Damas, à Raqqa ou dans tout autre lieu où les civils souffrent en raison des pratiques des groupes terroristes armés, qui les utilisent comme boucliers humains, qui les assiègent dans leurs villes et villages, qui les empêchent de quitter ces zones et qui entravent leur accès à l'aide humanitaire – ou qui vendent cette aide à un prix exorbitant.

Encore une fois, je dis que face à cette triste réalité, tout gouvernement, y compris le Gouvernement syrien, a l'obligation morale et juridique de ne pas laisser sa population devenir l'otage des terroristes. Hier, 20 novembre, des groupes – que certaines parties et certains États aiment à qualifier de groupes d'opposition armés non étatiques – ont perpétré un nouveau massacre,

monstrueux et prémédité, lorsque leurs terroristes stationnés dans le quartier de Boustan el-Qasr, dans l'est d'Alep, ont lancé plusieurs missiles contre l'école de Fourqan et l'école Saria Hassoun, dans la localité de Fourqan située dans l'ouest d'Alep, tuant 10 enfants âgés de 7 à 12 ans et blessant 59 autres personnes, dont une enseignante qui a dû être amputée de la jambe. Voilà les photos de l'école qui a été bombardée à Alep par ces groupes armés prétendument modérés – des groupes armés génétiquement modifiés. De toute évidence, certaines personnes n'ont que faire de ces photos et s'entêtent à ne pas en parler.

Incidemment, comme je l'ai dit, l'une des écoles qui a été attaquée est baptisée Saria Hassoun. Il y a cinq ans, prenant la parole devant le Conseil (voir S/PV.6627), j'avais déclaré que des groupes terroristes armés venaient de tuer le fils du grand mufti de la République arabe syrienne, qui s'appelait Saria Hassoun. Cette école a été baptisée en hommage à Saria Hassoun, le fils martyr du grand mufti de Syrie, tué par des terroristes il y a cinq ans. Aujourd'hui, ces mêmes terroristes s'en prennent à l'école qui porte son nom.

En plus des frappes sur ces deux écoles, les terroristes du Front al-Nosra, du Bataillon Noureddine Zanki, qui est financé par les services de renseignement turcs, et d'autres groupes terroristes considérés comme des groupes armés modérés par Washington, Paris et Londres, qui en rémunèrent les mercenaires – lesquels viennent pour partie d'Ukraine, de Bulgarie et de Croatie – et leur fournissent financement et armes, ont également ouvert le feu sur l'école de droit et sur les quartiers de Mogambo et de Midan, tuant deux personnes et en blessant 32 autres. En outre, des missiles tirés par des groupes terroristes contre les quartiers d'Azamiyé et de Seïf el-Dawla, dans l'ouest d'Alep, ont fait deux morts et sept blessés parmi les habitants.

Ces attaques ont été perpétrées par des groupes terroristes armés durant une nouvelle trêve – la troisième du genre depuis le 9 septembre –, trêve qui a été déclarée par le Gouvernement syrien et ses alliés dans la ville d'Alep pour sauver la vie de citoyens innocents et mettre fin à leur souffrance. Je le répète : c'est la troisième trêve depuis le 9 septembre, ce qui contredit totalement la déclaration de l'Ambassadrice des États-Unis, à qui un témoin oculaire aurait dit que, samedi, les forces aériennes russes et syriennes ont bombardé l'est d'Alep à 180 reprises. Peut-on imaginer que des propos aussi ridicules puissent être prononcés par la représentante d'une superpuissance, un pays membre permanent du Conseil de sécurité? La trêve déclarée par le Gouvernement syrien et ses alliés prévoit que les personnes armées qui veulent quitter la zone, normaliser leur situation ou transporter leurs armes personnelles vers un autre lieu de leur choix se verront assurer un passage en toute sécurité; que les blessés seront évacués et bénéficieront de soins médicaux, afin que la vie normale reprenne ses droits dans l'est d'Alep – et c'est bien de l'est d'Alep dont je parle, et non de l'est de Manhattan, de la Californie, de Glasgow ou de Marseille : l'est d'Alep, une ville syrienne –, que les institutions publiques rouvrent pour fournir des services et répondre aux besoins des citoyens qui souhaitent rester dans l'est d'Alep.

Malheureusement, des États et autres parties bien connus ont fait obstacle à tous ces efforts en ordonnant aux groupes terroristes armés de rejeter toute initiative, de s'en prendre aux civils dans les écoles et chez eux, dans l'ouest d'Alep, de se retrancher dans les zones habitées de l'est d'Alep, d'utiliser les civils comme boucliers humains et de tuer tout civil qui tenterait d'atteindre les points de sortie sûrs, comme ce fut le cas le 17 novembre, lorsque 17 civils ont été exécutés pour avoir protesté contre les pratiques des groupes terroristes dans l'est d'Alep. Cela montre bien que ces groupes terroristes armés sont l'outil d'un odieux chantage perpétré par certains États pour promouvoir de sordides intérêts politiques aux dépens du peuple syrien, qui souffre et verse son sang.

Le Gouvernement de la République arabe syrienne rejette la manière partiale dont certains États et organismes des Nations Unies abordent la crise humanitaire en Syrie. Il souligne que le non-acheminement de l'assistance humanitaire vers de nombreuses régions s'explique principalement par les raisons suivantes. Premièrement, les groupes terroristes assiègent des zones entières et empêchent que l'assistance soit acheminée. Deuxièmement, des groupes terroristes armés attaquent et pillent les convois humanitaires. Troisièmement, il faut citer l'insécurité dans les régions où des groupes terroristes armés sont actifs et procèdent à des vols à main armée, prennent pour cible des aéronefs civils et des aéronefs transportant de l'aide, attaquent des travailleurs humanitaires et les membres du personnel médical et revendent le matériel d'assistance humanitaire. Quatrièmement, la question humanitaire en Syrie a été politisée et le recours au deux poids, deux mesures est entretenu par certains États et organisations qui s'intéressent à la situation humanitaire dans certaines régions pour des raisons exclusivement,

et ignorent totalement d'autres zones. Cinquièmement, il y a un manque de coopération et de coordination avec le Gouvernement syrien, tandis que des accords ont été passés avec des organisations non gouvernementales qui ne sont pas accréditées par la Syrie, ou avec des organisations travaillant depuis Gaziantep, en Turquie, sans coordination avec le Gouvernement syrien. C'est là quelque chose que nous ne tolérerons pas. Sixièmement, les plans d'aide humanitaire ne sont pas suffisamment financés parce que certains États n'ont pas honoré leurs engagements.

Sixièmement, déficit dans le financement du plan d'intervention humanitaire pour la Syrie pour 2016 parce que certains pays n'ont pas honoré leurs engagements. Le taux de financement n'a pas dépassé 33 % en 2016 – 33 % seulement.

Septièmement, retard dans l'exécution des projets, programmes et activités prévus dans le cadre du plan d'aide.

Enfin, le peuple syrien est lassé des déclarations mensongères, des initiatives hypocrites et des rapports trompeurs qui ont, ces cinq dernières années, accaparé quasi quotidiennement l'essentiel de l'activité du Conseil de sécurité et des organismes de l'ONU, sans que cela améliore de quelque façon que ce soit la situation humanitaire du peuple syrien. Bien au contraire, cette situation s'est aggravée à un point sans précédent, et ce à cause de l'implication de certains, au sein du Conseil et en-dehors, dans l'aggravation et la prolongation de la crise.

S'agissant de l'aide qui est parvenue - Mme Hoff a dit que des millions de Syriens en ont bénéficié –, elle a été acheminée en coordination avec le Gouvernement syrien, sachant qu'à 75 % l'aide fournie est celle que le Gouvernement syrien lui-même, et non l'ONU, a fournie, malgré le blocus que nous imposent les pays parrains du terrorisme et malgré les sanctions économiques qui nous sont imposées depuis plus de cinq années.

Le Président : J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 12 h 45.